

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 58

décembre 86 / 14 f

PCF-PCI :
La tentation italienne



La réforme universitaire Devaquet

**LES ETUDIANTS FACE
A L'OFFENSIVE LIBERALE**



Henri Lefebvre
et le romantisme révolutionnaire



URSS : si on parlait vrai ?
Réponse au numéro spécial

Dossier



RESURGENCES

Cette fin d'année 1986 semblait vouée à la sinistrose.

Toute engoncée dans les contraintes de la cohabitation, elle se soldait sur la seule addition des mauvais coups de la droite : privatisation, menaces contre la Sécurité sociale, attaques contre les Kanaks, expulsions d'immigrés et refonte du Code de la nationalité, réforme de l'enseignement...

C'était compter sans la jeunesse !

Le soulèvement printanier des étudiants et lycéens, en plein hiver, comme un sourire de l'Histoire, est venu bousculer le jeu.

La politique néo-libérale, avec son cortège d'attaques contre les travailleurs et sa dynamique de régression sociale, se heurte à une première riposte de masse. Il est bien que la réplique soit venue de la jeunesse. Cette même jeunesse qu'on disait apathique et qui s'est retremmée dans les mobilisations antiracistes. C'est le signe que, face à la France du fric et de la trouille, l'autre est toujours disponible pour le combat. Comme une promesse d'avenir. Celui dont sont porteurs ces dizaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles qui envahissent les rues pour conspuer Devaquet.

Ces étudiants, ils méritaient bien que nous leur consacrons le dossier de notre dernier numéro de l'année ! Ils nous prouvent qu'au cœur de la crise existent des potentialités de renouveau.

Pourquoi ne serait-ce pas vrai également de la crise du PCF ? Les militantes et militants communistes, qui ne se résignent pas au déclin des valeurs pour lesquelles ils ont combattu, s'interrogent. Nous sommes solidaires de leur réflexion. C'est pourquoi nous avons demandé à Livio Maitan un article sur le Parti communiste italien, si présent dans les préoccupations de ceux qui vivent le recul du PCF. L'article de Michael Löwy est consacré au philosophe Henri Lefebvre, lui aussi bien présent, aujourd'hui comme hier, par sa pensée et son action, dans la vie de la pensée marxiste. Le long article de François Dietrich et Michel Lequenne, qui clôt ce numéro, est une première réponse, fort critique, au numéro spécial sur l'URSS.

Un ensemble d'approches très différentes qui, dans leur diversité, peuvent concourir à un même souci : ne pas dénouer les liens entre le passé et le présent. Bonne façon de préparer un avenir qui reste marqué du signe de l'espoir.

PCF-PCI

La tentation italienne

Livio MAITAN

Alors que le Parti communiste français connaît la crise sans doute la plus grave de son histoire, le Parti communiste italien maintient pour l'essentiel son influence politique et sa force organisationnelle. Constatation élémentaire qui pousse tout naturellement les militants communistes français à voir dans les conceptions, les orientations et le mode de fonctionnement du PCI une source d'inspiration dans leur bataille contre la direction Marchais. Ce qui amène à s'interroger sur les causes des itinéraires différents des deux partis communistes les plus forts des pays capitalistes industrialisés.

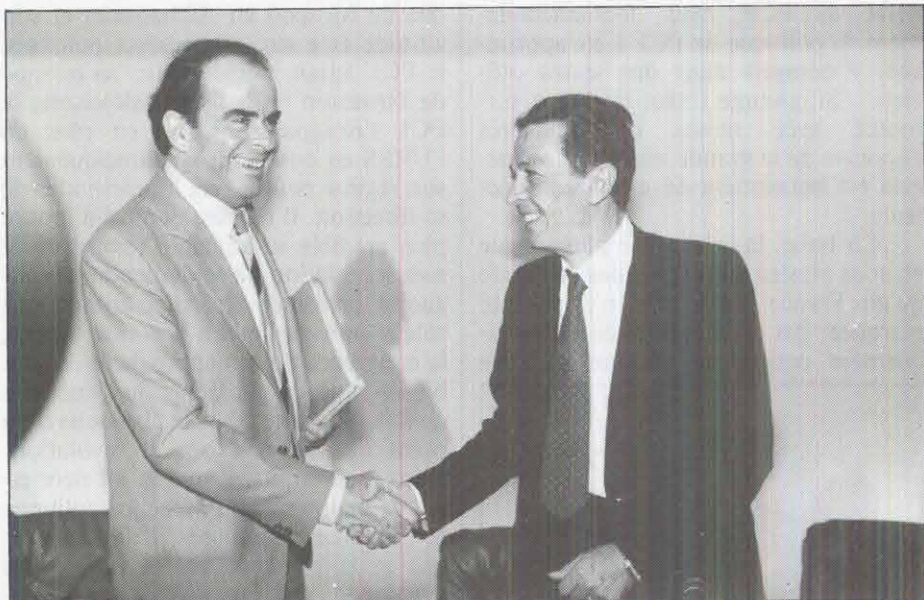
IL faut tout d'abord rappeler que la différence entre les deux partis s'affirme à la fin des années vingt et surtout lors de la décennie suivante. C'est au cours de cette période, notamment en 1936, que le PCF élargit considérablement son influence et gagne l'hégémonie dans les couches les plus importantes du prolétariat industriel. Cela signifie que son groupe dirigeant s'affirme et se consolide, et que ses cadres à tous les niveaux se forment, à une époque où la bureaucratie stalinienne exerce le plus rigide contrôle sur le mouvement communiste international. Lors de la libération de la France de l'occupation nazie, ce travail de formation et de consolidation s'est déjà développé pendant une quinzaine d'années, bien qu'à travers des vicissitudes multiples. Il existe donc une charpente suffisamment solide qui permet d'assimiler sans trop de problèmes les nouvelles forces affluant dans les rangs du parti.

Un cadre historique différent

Le PCI, lui, a dû agir, après s'être constitué sous la dictature fasciste. A partir de la fin des années vingt, il ne put compter que sur des forces extrêmement réduites qui, globalement, ne pouvaient pas fonctionner comme une véritable organisation et n'avaient que

des liens précaires avec le centre à l'étranger. Ce n'est que dans la dernière phase de la guerre et de la résistance antifasciste qu'il commença à se développer massivement. Si, en 1940, il n'y a que quelques milliers de militants, fin 1945 il a distribué plus d'un million et demi de cartes. Il a déjà un poids prédominant dans la classe ouvrière, même s'il obtient un score électoral légèrement inférieur à celui des socialistes aux élections de 1946. Son groupe dirigeant se recompose dans des délais relativement courts. A plus forte raison ses cadres sont nouveaux dans leur écrasante majorité : venus au parti grâce au rôle que celui-ci a joué dans la Résistance, ils sont poussés par les aspirations démocratiques révolutionnaires et socialistes des masses.

Il est vrai que le mythe de l'URSS « patrie du socialisme » fait partie de leur bagage idéologique. Il est vrai également que — contrairement à ce qu'affirment les apologistes tardifs, italiens ou non, de Togliatti — le groupe dirigeant fait de son mieux pour inculquer au parti les conceptions stalinienne et imposer des méthodes organisationnelles rigide bureaucratiques, en s'alignant sans réserve sur la politique de la bureaucratie soviétique. Mais la période qui va de la chute du fascisme à la mort de Staline est, somme toute, trop brève pour que la stalinisation soit parachevée et que les conceptions stalinienne soient réellement assimilées par la



Il était une fois l'« eurocommunisme »...
Rencontre Berlinguer-Marchais, le 25 mars 1982, à Paris.

grande majorité des cadres et des militants.

Toutes choses qui expliquent pourquoi le PCI dans son ensemble a réagi à l'éclatement de la crise du stalinisme entre 1953 et 1956 beaucoup plus rapidement et avec une sensibilité beaucoup plus grande que d'autres partis frères. C'est sur cette toile de fond que Togliatti et ses collaborateurs les plus proches ont inauguré un cours nouveau : une prise de distance de plus en plus nette par rapport à la bureaucratie soviétique et à l'URSS, qui culminera vingt ans plus tard sous la direction de Berlinguer. A joué aussi en ce sens le souci de ne pas subir la concurrence des socialistes. Ceux-ci avaient immédiatement profité du XX^e Congrès pour rompre avec les conceptions pro-staliniennes qui les avaient marqués pendant une assez longue période, justifier leur intégration plus grande dans les institutions bourgeoises et leurs offres de collaboration gouvernementale à la Démocratie chrétienne.

Ouvrons ici une parenthèse à l'adresse de ceux qui, aujourd'hui, continuent à exprimer des jugements sur Togliatti peu conformes à la vérité historique. Pierre Juquin, par exemple, revenant sur la situation de l'après-guerre, explique que « les communistes italiens avaient pris de l'avance dans la réflexion » (par rapport à d'autres partis communistes) et que Togliatti avait en 1914 prononcé un « discours prophétique¹ ». Il se réfère à ce qui est entré dans l'histoire du PCI comme le « tournant de Salerno », c'est-à-dire la décision d'adopter une politique d'union nationale sans exclusive aucune et de participer au gouvernement présidé par le maréchal Badoglio. Or, il est incontestable que la ligne alors adoptée par le PCI était identique à celle des autres

partis communistes européens². Elle correspondait aux intérêts et aux orientations internationales de la bureaucratie soviétique et, en fait, elle a été imposée par Togliatti immédiatement après son retour de Moscou, malgré de fortes résistances du parti de l'intérieur. Quant aux prétendus mérites de Togliatti dans la bataille pour la déstalinisation, il ne faut pas oublier que ce dernier s'est placé au premier rang des attaques contre Tito et les communistes yougoslaves. Qui plus est, même en 1956, il a condamné de la façon la plus virulente et ignoble tous les mouvements de masse antibureaucratiques, allant jusqu'à reprocher aux dirigeants hongrois d'avoir permis le déroulement des osbèques de Laszlo Rajik !

Le clivage de 1956

Tous ceux qui analysent parallèlement l'itinéraire du PCI et celui du PCF ont, en général, tendance à mettre l'accent sur les différences. Il ne faut pas, toutefois, oublier les convergences et les analogies.

Nous avons déjà fait allusion à l'orientation commune des partis communistes à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, le PCI et le PCF ont mené la même politique d'unité nationale, ont participé à des gouvernements de collaboration avec des partis et des dirigeants bourgeois, y compris bourgeois conservateurs, ont rédigé des programmes analogues dans la perspective de ce qu'on appelait à l'époque « démocratie progressive ». Ils ont aussi prôné, non seulement l'unité d'action, mais l'unification organisationnelle avec les partis socialistes (si, en ce qui concerne les rapports avec les socialistes, le PCF a parcouru moins de chemin

que le PCI, cela était dû au fait que dès le début la SFIO était beaucoup moins disposée que le PSIUP³ à accepter des ouvertures).

Une convergence importante entre les deux partis s'est également produite au milieu des années soixante-dix, avec l'émergence de l'eurocommunisme. Certes, même alors, des divergences ont existé, notamment sur les rapports avec les socialistes, la politique d'austérité et l'attitude par rapport à la Communauté économique européenne. Mais celles-ci ne remettaient pas en question l'accord sur le choix stratégique fondamental, caractérisé par un réformisme gradualiste, analogue à celui des partis sociaux-démocrates de l'âge d'or de la II^e Internationale.

En 1956, par contre, la ligne de démarcation entre les deux partis est apparue clairement. Pour reprendre une expression courante, le PCF avait « manqué » l'occasion du XX^e Congrès du PCUS et des événements qui l'ont suivi pour se différencier de la bureaucratie soviétique et du stalinisme. Le PCI, lui, opérait en temps utile le réajustement nécessaire. Ajoutons que, précisément à la fin de la même année, se déroule une première polémique publique sur l'orientation des deux partis.

Roger Garaudy, l'un des principaux porte-parole du PCF à l'époque, critique ouvertement des positions adoptées par le VIII^e Congrès du PCI en soulignant, non sans fondement, faut-il le dire, leur caractère opportuniste. Mais à l'approche générale du PCI, il oppose, d'un côté, de pures et simples revendications immédiates, de l'autre, le rappel stéréotypé de certaines vérités premières (il faut abattre le capitalisme pour résoudre les problèmes de la société, etc.). De surcroît, il n'hésite pas à proclamer que le mouvement ouvrier doit stimuler « une lutte contre le capitalisme qui met clairement en évidence la loi de la paupérisation absolue et relative de la classe ouvrière⁴ ».

C'est Togliatti lui-même qui répond. Il réfute sans problème la théorie de la paupérisation (d'origine thorzienne) fait à juste titre remarquer que Garaudy ignore la nécessité d'un programme qui lie les revendications immédiates aux objectifs généraux. Toutefois, selon lui, le programme de transition est un programme à renvoyer à une phase imaginaire entre le capitalisme et le socialisme, le passage au socialisme se fera sans rupture révolutionnaire, d'une façon graduelle, par approximations successives. Voilà donc un exemple tout à fait significatif de la fausse opposition entre le PCI et le PCF. Le PCI peut à juste titre critiquer des positions erronées du PCF, mais ses

positions sont également erronées, même si c'est dans un sens diamétralement opposé.

Il mérite d'être souligné que, dans les énumérations des « occasions manquées » par le PCF, on ne retrouve pas Mai 68. Pourtant, face à une crise qui a ébranlé la société française et son système politique, le PCF, loin de jouer ce rôle d'avant-garde que le rapport de forces et son enracinement dans la classe ouvrière lui auraient permis de jouer, s'est efforcé d'entraver l'essor des

risme du PCF, mais, fondamentalement, la politique du PCF a été approuvée, y compris dans des textes officiels⁵. Si, somme toute, le PCI a surmonté avec moins de difficultés l'épreuve de la grande montée ouvrière, cela est notamment dû à plusieurs facteurs.

En Italie, la crise a été plus longue et, sous plusieurs aspects, plus profonde qu'en France. Mais elle n'a pas été marquée par une échéance dramatiquement concentrée comme la grève

que de Moscou en Afghanistan et son attitude face aux événements polonais, le PCF faisait même oublier sa critique de l'invasion de la Tchécoslovaquie, le PCI s'éloignait de plus en plus de l'URSS en critiquant systématiquement son régime politique et les méthodes de sa direction. Il réussissait ainsi à rendre plus crédible sa stratégie réformiste et son acceptation de la démocratie bourgeoise, présentée désormais comme une valeur universelle. En d'autres termes, la cohérence de son approche d'ensemble — indépendamment du jugement qu'il faut donner de cette approche d'un point de vue marxiste et révolutionnaire — s'avérait payante et lui permettait de maintenir son influence politique et ses forces organisées. Il faut ajouter que si la présence et les possibilités d'action du PCF au niveau des institutions se sont restreintes après l'avènement de la V^e République, le PCI, sans interruption pendant une quarantaine d'années, a agi dans le cadre d'une démocratie parlementaire bourgeoise parmi les plus avancées. Il a pu peser de tout son poids dans les communes, les provinces, les régions et au Parlement même.

Les difficultés qu'il a connues et l'impasse où il se trouve à présent, de l'aveu même de certains de ses dirigeants, ne dépendent pas, contrairement à ce que prétendent les dirigeants socialistes et les critiques droitiers de la direction Natta, d'une supposée incapacité de tirer toutes les conséquences des prémisses analytiques et stratégiques qui sont les siennes. Mais, plus concrètement, en ce qui concerne le passé, du fait qu'à l'époque de l'unité nationale (1976-1978) il a été coresponsable d'une politique gouvernementale qui, loin d'adopter des mesures réformistes et démocratiques, visait à faire payer la crise aux travailleurs. Et, dans la phase actuelle, de ce que la stratégie fixée dans les congrès ou dans les résolutions de la direction ne se traduit pas dans la pratique.

Le XVII^e Congrès : l'approfondissement du cours néo-réformiste

Revenons aux spécificités des conceptions et des orientations du PC telles qu'elles apparaissent notamment après son dernier congrès.

Tout d'abord, le congrès s'est efforcé de mieux définir l'idée de l'alternative aussi bien dans une perspective plus générale que face à l'actuelle coalition gouvernementale des cinq partis⁶.



L'Italie des mobilisations

Le 29 mai 1974, à Milan, quatre heures de grève générale et une grande manifestation unitaire pour protester contre l'attentat fasciste de Brescia (6 morts, 94 blessés...).

nouveaux mouvements de masse et les nouvelles prises de conscience. Il a fait son possible pour canaliser les luttes dans le cadre d'objectifs partiels et leur enlever toute dynamique révolutionnaire. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le Parti socialiste, qui précisément en 1968-1969 avait touché le fond, a presque immédiatement après engagé sa relance. En effet, le PCF avait donné concrètement la preuve aux yeux de tous que, en dépit de proclamations rituelles sur sa nature révolutionnaire, sa stratégie était non pas révolutionnaire, mais réformiste gradualiste, acceptant le cadre du système. Or, si dans ces conditions une telle stratégie était perçue comme la seule praticable par le mouvement ouvrier, le Parti socialiste apparaissait tout naturellement comme l'instrument le plus crédible pour sa réalisation. D'autant que, depuis de longues années, il faisait une cure d'opposition et avait subi, au congrès d'Epinal, une heureuse intervention de chirurgie esthétique.

Le PCI n'a pas eu une réaction qualitativement différente face aux événements de 1968. Des critiques ont de nouveau, été avancées dans ses rangs par rapport au dogmatisme et au secta-

générale de Mai 68. C'est pourquoi le PCI n'a pas été obligé de faire des choix aussi clairs que ceux du PCF, il a disposé de marges de manœuvres plus amples et donc de possibilités plus grandes d'adaptation et de récupération.

Le PCI n'a pas été non plus à l'avant-garde des nouveaux mouvements de masse et il n'a pas favorisé les prises de conscience nouvelles, mais, dans le contexte donné, il a pu agir avec une plus grande souplesse et réajuster progressivement son tir. Ce qui lui a permis, entre autres, de regagner du terrain, même sur sa gauche, et ce, dès 1972-1973.

Depuis le milieu des années soixante le PSI a presque toujours été au gouvernement, dans des conditions qui l'obligeaient à avaliser les principales décisions prises par les partis bourgeois. Ce facteur a notamment beaucoup aidé le PCI à maintenir et même à faire évoluer davantage en sa faveur le rapport de forces au sein du mouvement ouvrier.

Ce qui s'est passé par la suite est bien connu. Alors que, par ses appréciations réticentes et ambiguës, ses retours en arrière, son approbation de la politi-

En fait, la perspective de dépassement du capitalisme, même à très long terme, a été encore plus diluée, sinon complètement abandonnée. Le PCI combine des revendications immédiates ou à court terme, dans une perspective de rationalisation et de démocratisation du système, et des formulations vagues, néo-idéalistes ou néo-utopiques, qui rappellent le libéral-socialisme des années trente et quarante⁷. Quant aux perspectives sur le terrain gouvernemental, les formules « *alternative démocratique* » et « *gouvernement de programme* » sont loin de faire la clarté, comme le confirme l'existence de différentes interprétations au niveau du groupe dirigeant lui-même⁸.

Deuxièmement, le PCI adopte désormais une position d'équidistance entre l'URSS et les Etats-Unis. Il tend à abandonner de plus en plus le concept même d'impérialisme. Qui plus est, dans une interview récente, Giorgio Napolitano, tout en réitérant que son parti est favorable au dépassement des blocs, expliquait en même temps que « *les forces démocratiques en Italie sont deux options fondamentales communes : l'Alliance atlantique et la CEE* » (*Corriere della Sera*, novembre 1986).

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'une des divergences entre le PCI et le PCF concerne l'attitude face à la CEE. Il va de soi que le PCI a raison de souligner l'internationalisation croissante de l'économie et de repousser la philosophie protectionniste qui inspire le mot d'ordre du « *produire français* ». Mais il ne rejette pas pour autant la logique du développement capitaliste, et il se place lui aussi du point de vue des impératifs de la concurrence pour l'économie de son pays⁹. Plus généralement, il oppose au protectionnisme national la solution de la construction d'un pôle économique européen, à côté des pôles américain et japonais. Dans cette optique, il soutient, par exemple, le projet Eurêka. Par ce biais, il confirme donc aussi son acceptation du cadre capitaliste, dans lequel il projette le dépassement de la crise et de la stagnation prolongée de l'économie italienne et européenne.

En troisième lieu, le PCI critique justement l'orientation sectaire du PCF envers le PS, qui rappelle, sous plusieurs aspects, la tristement célèbre « *troisième période* ». Pour leur part, les marxistes révolutionnaires sont convaincus qu'une politique de front unique des organisations ouvrières est décisive pour une relance des luttes de masse et, en dernière analyse, pour une recomposition du mouvement ouvrier. Mais l'approche du PCI débouche en réalité sur une identification programmatique et politique de plus en plus

grande avec les partis sociaux-démocrates ; en particulier, à l'heure actuelle, avec la social-démocratie allemande. Les affirmations d'un Lama et d'un Natta, selon lesquelles, s'ils étaient allemands, ils adhèreraient au SPD, ne sont pas des boutades. Rappelons que cette identification avec les partis sociaux-démocrates est le véritable sens du slogan « *être partie intégrante de la gauche européenne* » qui a constitué le leitmotiv du dernier congrès.

La social-démocratisation du PCI se reflète aussi dans son fonctionnement interne. Le PCI est incontestablement un parti qui mène des débats sur tous les problèmes, en son sein, dans sa presse, dans la grande presse bourgeoise, dans des réunions publiques. C'est une organisation pluraliste où peuvent coexister des orientations et des conceptions très différentes, qui opère des médiations entre des pressions et des intérêts multiples. Mais ce pluralisme ne saurait être confondu avec une réelle démocratie interne, permettant aux militants de déterminer effectivement les choix de leur parti. Les tendances continuent d'être interdites et la direction utilise tous les moyens pour entraver la formation de simples groupements d'opposition. Ce sont toujours, en dernière analyse, les appareils, les élus dans les différentes institutions, les dirigeants des syndicats et des coopératives qui déterminent les décisions des congrès et les orientations au jour le jour¹⁰. Cela ne va pas, parfois, sans des conflits entre différentes instances, par exemple entre organismes de direction du parti et représentants des élus. Sur ce terrain aussi le PCI se relie donc à la tradition sociale-démocrate.

Enfin, la CGIL a incontestablement un fonctionnement plus démocratique que la CGT, et sa direction est davantage sensible aux problèmes que la situation actuelle des pays capitalistes industrialisés pose au mouvement syndical. Mais cela ne doit faire oublier que la CGIL, dans laquelle le courant du PCI est toujours largement majoritaire, a renoncé à défendre les acquis les plus importants imposés par la montée ouvrière entre 1968 et 1976, qu'elle accepte désormais des conceptions et des pratiques de cogestion, qu'elle s'oppose de moins en moins aux mesures de rationalisation et de restructuration imposées par la bourgeoisie italienne et qu'elle fait sienne la problématique patronale sur la flexibilité. Sur le terrain européen, elle soutient non seulement le projet Eurêka, mais elle s'engage également à « *favoriser la naissance d'entreprises multinationales européennes en partant des secteurs technologiquement avancés* ».

La conclusion qu'on peut tirer des

différenciations et des spécificités que nous venons de rappeler est que, si les critiques du PCI au PCF ont un fondement incontestable et peuvent coïncider avec les critiques que des militants communistes français avancent eux aussi, il n'en découle pas pour autant que l'expérience du PCI indique le chemin d'un renouveau du PCF et encore moins d'une recomposition du mouvement ouvrier français. Le PCI ne donne pas de véritables réponses aux problèmes qui se posent au mouvement ouvrier dans cette étape difficile de son histoire et il n'esquisse aucune alternative programmatique valable. Loin de définir ou de redéfinir une identité communiste, il ne fait que relancer, en les revernissant, des conceptions et des pratiques traditionnelles des social-démocraties.

« Dépasser » Tours et Livourne ?

En France, récemment, et déjà au cours des années soixante en Italie, certains ont posé la question : soixante ans après, n'est-il pas nécessaire de réviser le jugement sur les congrès de Tours et de Livourne ? Au moins, indépendamment du jugement historique, ne serait-il pas nécessaire d'agir dans la perspective de surmonter la rupture qui s'est produite à l'époque ?

L'idée d'une réunification des grands partis ouvriers a été relancée à plusieurs reprises au cours des dernières

cinquante années. Des pourparlers dans ce sens ont eu lieu à l'époque du Front populaire, après le tournant du PCF. Des projets de réunification ont également été avancés, dix ans plus tard, aussi bien en France qu'en Italie. Et, à son premier congrès après la Libération, le PCI avait notamment proposé une fédération entre lui et le PSIUP. En Italie, l'idée a été reprise dans les années soixante et, en juin 1965, le comité central du PCI a même adopté une plate-forme de base pour l'unification. Nous n'estimons pas que qu'on avancera beaucoup plus sur ce terrain maintenant.

Il s'agit, après tout, d'un faux problème ou d'une fausse approche d'un problème réel. Que les PC et les PS se réunissent ou pas, le mouvement ouvrier ne fera aucun pas en avant réel s'il s'enlise dans une stratégie réformiste gradualiste, dont l'expérience négative a été faite des décennies durant, et si la rupture avec la bureaucratie de l'URSS aboutit à l'acceptation du cadre capitaliste de l'Europe occidentale et des alliances politiques et militaires bourgeoises. Le vrai problème est de savoir comment on pourra stimuler et développer une recomposition du mouvement ouvrier, en fonction d'une lutte anticapitaliste conséquente mobilisant la classe ouvrière et toutes les autres couches exploitées. Une telle discussion ne fait pas l'objet de cet article. Mais nous sommes évidemment disposés à la mener avec tous, sans prétendre à aucun monopole des idées justes, des analyses et des perspectives correctes.

Livio Maitan

Compromis historique. Le 8 mars 1978, Enrico Berlinguer et Giulio Andreotti, dirigeant démocrate-chrétien, autour de la même table, apportent leur soutien mutuel à l'« accord programmatique » qui règle la crise gouvernementale.



1. Voir Pierre Juquin : *Autocritiques*, page 19.

2. Sauf le cas de la Grèce, qui est différent, pour des raisons sur lesquelles, nous ne pouvons pas revenir ici.

3. PSIUP (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne) était le nom du Parti socialiste à la fin de la guerre.

4. La polémique entre Garaudy et Togliatti a été publiée par la revue du PCI, *Rinascita*, en décembre 1956. Nous nous appuyons sur le texte italien, y compris en ce qui concerne l'article de Garaudy.

5. Voir à ce sujet une interview de Luigi Longo, à l'époque secrétaire général du parti, publiée par *Rinascita* du 14 juin 1968, et un rapport du même Longo approuvé par le comité central (voir *l'Unità* du 21 juin 1968).

6. Rappelons que les cinq partis sont la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste, le Parti social-démocrate, le Parti républicain et le Parti libéral.

7. Pour une analyse plus générale des conceptions du PCI sur la transition voir, entre autres, notre article « La crise idéologique du mouvement ouvrier italien », publié dans le dernier numéro de la revue canadienne *Cahiers du socialisme*.

8. Voir à ce sujet notre article dans les numéros d'*Inprecor* du 22 juillet 1985 et du 20 janvier 1986.

9. Un exemple récent, parmi d'autres : *l'Unità* du 24 octobre dernier titrait : « Pour que l'automobile italienne gagne » un article sur les négociations d'Alfa Romeo avec Ford et Fiat.

10. Dans un article publié par les *Cahiers du communisme*, juillet-août 1986, Pierre Laroche, qui développe une analyse critique du dernier congrès du PCI, souligne que « sur 1 091 délégués au congrès, il y avait 187 membres du comité central et de la commission centrale de contrôle, 103 responsables régionaux, 523 responsables fédéraux, 650 parlementaires et élus, 413 permanents ». Nous n'avons pas eu la possibilité de vérifier ces chiffres. Toujours est-il que dans sa réponse à Laroche, *Rinascita* (du 27 septembre 1986), Gerardo Chiaromonte ne les conteste pas. La polémique Laroche-Chiaromonte rappelle, toutes proportions gardées, la polémique Garaudy-Togliatti que nous avons mentionnée dans notre article.

Henri Lefebvre et le romantisme révolutionnaire

Michael LOWY

LE romantisme révolutionnaire dont se réclame Henri Lefebvre est une des principales sources de l'originalité — la singularité même — de sa pensée dans le panorama historique du marxisme français (marqué dès son origine par la présence insidieuse et permanente du positivisme). Tout au long de son itinéraire intellectuel, sa réflexion va s'enrichir par une confrontation avec la tradition romantique, depuis ses travaux sur Schelling dans les années vingt, sur Nietzsche à partir des années trente, sur Musset et Stendhal dans l'après-guerre. C'est pour cette raison qu'il refusera — à juste titre — la position étriquée et dogmatique de Lukács dans *la Destruction de la raison* (1953) qui ne voyait dans le romantisme qu'une idéologie réactionnaire, sans aucun rapport avec le marxisme, et destinée par son irrationalisme, à favoriser l'essor des doctrines fascistes¹.

Sa lecture de Marx lui-même sera éclaircie par cette perspective : pour lui, les écrits de jeunesse sont la manifestation d'un romantisme révolutionnaire radical, auquel les œuvres de la maturité donneront un fondement pratique et non spéculatif². D'où son refus de l'interprétation structuraliste du marxisme, qui prétend trancher de l'œuvre marxienne sa dimension humaniste et romantique, et dissocier les écrits de jeunesse de ceux de la maturité par une prétendue « coupure épistémologique ».

La critique de la vie quotidienne, sans doute un des apports les plus importants de Lefebvre au renouvellement contemporain de la pensée marxiste, trouve là aussi sa source première, examinant les écrits du jeune Lukács et de Heidegger, il souligne : « Il faut rappeler que ces thèmes — appréciation de la réalité quotidienne comme triviale, abandonnée au souci, dépourvue de sens, ce qui oriente la philosophie vers la vraie vie, ou la vie vraie et l'authenticité — provient du romantisme. Et plus précisément du romantisme allemand : Höl-

derlin, Novalis, Hoffmann, etc.³. »

Bien entendu, il ne s'agit pas, pour Henri Lefebvre, de prendre à son compte, telle quelle, la problématique du romantisme classique (allemand ou français), avec son refus total de la modernité et ses illusions passéistes. Sa démarche est critique et elle part du matérialisme historique marxien — hostile à toute idéalisation mythique du passé féodal — pour dépasser les limitations du romantisme ancien et lancer les fondements pour un *nouveau romantisme*, un romantisme révolutionnaire tourné vers l'avenir.

Cette perspective est formulée de façon explicite et systématique dans un texte programmatique publié par Lefebvre dans la *Nouvelle Revue française* en 1957, précisément au moment où il menait au sein du Parti communiste français le combat antistalinien dont allait résulter bientôt son exclusion (« suspension »). Ce texte capital — insuffisamment connu et qui n'a pas trouvé l'écho qu'il méritait — est l'esquisse d'une nouvelle interprétation du marxisme et contient le noyau de la vision du monde qui se manifeste dans l'ensemble de son œuvre philosophique. Intitulé *le Romantisme révolutionnaire*, il précise ce qui distingue l'ancien romantisme (de Novalis et Hoffman à Baudelaire) du nouveau dont il se réclame : l'ironie romantique traditionnelle « juge l'actuel au nom du passé — historique ou psychologique — idéalisé ; elle vit dans l'obsession et la fascination de la grandeur, de la pureté du passé ». Ceci n'est pas le cas du romantisme nouveau, à vocation révolutionnaire, qui refuse cette nostalgie du passé. Il existe cependant une continuité essentielle entre les deux formes : « Tout romantisme se fonde sur le désaccord, sur le dédoublement et le déchirement. En ce sens le romantisme révolutionnaire perpétue et même approfondit les dédoublements romantiques anciens. Mais ces dédoublements prennent un



Henri Lefebvre.

sens nouveau. La distance (la mise à bonne distance) par rapport à l'actuel, au présent, au réel, à l'existant, se prend sous le signe du possible et non au titre du passé, ou de la fuite⁴. »

Le détour par le passé

Toutefois, l'on peut se demander si la référence au passé — plus concrètement au passé précapitaliste — n'est pas un aspect intrinsèque à toute forme de romantisme, non seulement le conservateur ou restaurationniste, mais aussi le révolutionnaire. Dans l'œuvre de Lefebvre lui-même la nostalgie du passé n'est pas absente. Par exemple, dans le remarquable chapitre de sa première *Critique de la vie quotidienne* (1947) intitulé « Notes écrites un dimanche dans la campagne française », il regrette « une certaine plénitude humaine » de l'ancienne communauté rurale, disparue depuis longtemps. Tout en critiquant les partisans attardés du « bon vieux temps », il ne peut s'empêcher de souligner que « contre les théoriciens naïfs du progrès continu et complet, il faut notamment montrer la déchéance de la vie quotidienne depuis la communauté antique et l'aliénation croissante de l'homme⁵ ».

Bien entendu, dans le romantisme nouveau, tourné vers l'avenir et le possible, le rôle de ce détour par le passé n'est pas le même que dans les formes traditionnelles de la culture romantique. Mais il nous semble néanmoins constituer une composante essentielle de toute critique romantique de la modernité industrielle-capitaliste.

Henri Lefebvre reviendra sur ces questions dans le dernier chapitre de l'*Introduction à la modernité*, intitulé « Le nouveau romantisme ». Mais d'une façon ou de l'autre, le romantisme révolutionnaire est au cœur de toute sa démarche de philosophe et de critique sociale. Elle lui permet de rompre avec

le stalinisme et de mener le combat, de façon cohérente et lucide, contre la structuralisme, le positivisme, la technocratie, l'étatisme. Et ce n'est pas un hasard si c'est précisément lui qui exercera une influence intellectuelle non négligeable sur la révolte de la jeunesse de Mai 68, révolte dont la dimension romantique révolutionnaire est indéniable.

Dans son essai sur les événements de Mai, Lefebvre rejette sans appel ceux qu'il appelle « les modernistes », c'est-à-dire ceux dont la seule ambition est de répondre au « défi de l'Amérique » et de « mettre la France à l'ordre des ordinateurs, en terminer avec les retards » : ce sont les « récupérateurs par excellence du mouvement », des gens qui ont « peu d'imagination et beaucoup d'idéologie ». Il leur oppose les « possibilistes », ceux qui vont « jusqu'à proclamer le primat de l'imagination sur la raison », qui explorent le possible et veulent réaliser toutes ses potentialités. Parmi eux, les étudiants en révolte contre la mercantilisation de la culture et du savoir, et la jeunesse ouvrière qui va « vers un romantisme révolutionnaire, sans théorie, mais agissant⁶ ».

Critique de la modernité

L'idée que certaines caractéristiques sociales ou culturelles des communautés précapitalistes, certaines qualités humaines et spirituelles du passé doivent se retrouver dans l'avenir postcapitaliste, qu'elles peuvent enrichir notre conception du possible socialiste est, à notre avis, un des thèmes les plus féconds du romantisme révolutionnaire, depuis Fourier et William Morris jusqu'à nos jours.

Mais c'est aussi — contrairement à ce que l'on croit d'habitude — un aspect significatif de la pensée marxienne elle-même : il suffit de mentionner les écrits de Marx et Engels sur les com-

munités rurales anciennes — la *gens* grecque, la *marka* germanique, l'*obshtchina* russe — pour se rendre compte de cette dialectique révolutionnaire entre le passé et l'avenir, d'inspiration romantique.

En réalité, une bonne partie de la culture moderne depuis le XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, de Rousseau aux expressionnistes, de Novalis aux surréalistes, de E.T.A. Hoffmann à Kafka, n'est-elle précisément une critique de la modernité sociale, c'est-à-dire de la civilisation industrielle-capitaliste moderne ? Une critique qui se fait tantôt au nom du passé, tantôt en référence à l'avenir possible, mais qui contient dans les deux cas une dimension de nostalgie envers les communautés authentiques ou les valeurs culturelles des sociétés précapitalistes, préindustrielles ou prémodernes. L'on ne peut pas comprendre les plus grandes œuvres de ce que l'on appelle habituellement « l'art moderne » sans ce profond cri de révolte contre la modernité industrielle, contre la quantification de la vie, la mercantilisation de l'âme — contre ce que Michel Leiris appelait, dans un article récent, « la merdonité »⁷.

A notre avis, les travaux les plus novateurs, les plus créatifs, les plus actuels dans la philosophie marxiste du XX^e siècle sont précisément ceux qui ont su combiner, articuler ou fusionner la critique romantique de la modernité industrielle bourgeoise avec le matérialisme historique et sa visée révolutionnaire : le jeune Lukács, Ernst Bloch, Walter Benjamin, Herbert Marcuse.

Henri Lefebvre est un des rares, sinon le seul, à avoir essayé cette aventure hérétique en France. La force critique de son œuvre et la richesse de son utopie de l'avenir sont indissolublement liés à sa vision du monde romantique révolutionnaire.

Michael Löwy

1. Henri Lefebvre, *La Somme et le reste*, La Nef, Paris, 1958, tome II, p. 422. Cf. aussi p. 423 : « On pourrait d'ailleurs soutenir que le fascisme allemand impliquait un rationalisme d'Etat, autant et plus qu'une ontologie sommaire de la race et du sang. Qu'était la pratique politique hitlérienne, sinon l'application aux exigences impérialistes d'une raison technique définie au niveau de l'Etat, sur le plan du pouvoir, et s'abattant impitoyablement sur les groupes faibles ou vaincus dans la lutte politique ? »

2. *La Somme et le reste*, tome II, p. 596.

3. Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, t. II, l'Arche, 1981, p. 23-24.

4. Henri Lefebvre, *Au-delà du structuralisme*, Anthropos, 1971, pp. 37, 46.

5. Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, Grasset, 1947, p. 178 et 211.

6. Henri Lefebvre, « L'irruption de Nanterre au sommet » *L'Homme et la société* n° 8 avril-mai-juin 1968, pp. 65, 79.

7. Michel Leiris, « Modernité, merdonité », *Nouvelle Revue française*, octobre 1981. Cf. aussi Jean Chesnaux, « Au chevet de la modernité », *la Quinzaine littéraire*, janvier 1983.



LES ETUDIANTS FACE A L'OFFENSIVE LIBERALE



DOSSIER REALISE PAR LE SECRETARIAT ETUDIANTS DES JCR.

Alors les jeunes ? Ça va, les jeunes, et vite. Des centaines de milliers de lycéens et d'étudiants dans les rues de la capitale, et partout ces cortèges frais éclos des lycées voisins qui se rendent on ne sait où, mais qui veulent échapper au couperet de la loi Devaquet. Et ces assemblées d'étudiants, où l'on élit les comités de grève dans un climat de scrupuleuse gestion démocratique et unitaire du mouvement. Ça, la génération Bernard Tapie, ça la génération François de Closets ? Les bourgeois voulaient nous faire croire que libéralisme est synonyme de liberté. La jeunesse a compris que cette liberté-là ne concernait que les profiteurs et les licenciés. Tans pis pour Devaquet qui ne comprend rien et malheur à Monory le garagiste, cette génération lycéenne et étudiante connaît déjà le parfum du combat collectif, contre le racisme.

« Touche pas à mon pote », disaient-ils, disent-ils toujours. Comment l'auraient-ils oublié, en devenant étudiants ? Comment auraient-ils oublié de gagner leurs cadets à cette bataille ? Et quand Devaquet avec ses gros sabots emplies de discrimination par l'argent, la sélection et le pouvoir des mandarins, rapplique avec sa loi, il n'a pas reconnu celles et ceux qui emplirent un soir la place de la Concorde et qui se mêlaient à tous les cortèges antiracistes.

Dans les facs, comme à Tolbiac, des commissions travaillent contre le Code de la nationalité. C'est dire que le tissu politique de cette génération se constitue solidement, de combat de masse en combat de masse. Pas politique, tout ça ? Il faut être un commentateur bourgeois, désireux d'exorciser sa peur de Mai 68, plus présente chaque jour, pour ne pas voir qu'une génération de jeunes, quoi qu'il advienne du mouvement contre la loi Devaquet, est d'ores et déjà gagnée au militantisme ; et de belle manière puisque cela passe par des comités de grève et une grève générale.

Inquiète du chômage et de l'état désastreux du marché du travail, la jeunesse scolarisée semblait vouée à l'atomisation face à la précarité et à la flexibilité. Avant que d'entrer dans le monde salarié, la voilà fourbissant ses armes collectives et en usant largement : de quoi redonner le moral à Billancourt. D'autant que ce mouvement ne naît pas par une nuit sans lune. Le 21 octobre des fonctionnaires marquait un renouveau. Le 23 novembre des enseignants et des parents d'élèves conférait à nouveau à l'école le rôle de champ d'affrontement droite-gauche. Le ronron de la cohabitation Mitterrand-Chirac s'en trouve tout

déconfit. Tant mieux. Cette chère cohabitation, choyée par les sondages et la majorité hélas pas silencieuse, s'en trouve frippée, jaunie. Elle ne sert plus aussi efficacement les mauvais coups de la droite et du patronat malgré l'extrême modération d'un tonton en pointillé.



Alors ? Gagnera, gagnera pas ? L'ampleur des manifestations, la détermination de toute une jeunesse lycéenne et étudiante redore de toute façon le blason de la résistance active et combative contre le dispositif réactionnaire de Chirac, en ouvrant une brèche dans le front de bœuf libéral. Mai 68 rajeunit chaque jour, par l'intérêt qu'il suscite, et l'acharnement des *Libé* et autres prosateurs à l'enterrer. En ce moment, c'est *Libération* qui ennuie la France des facs et des lycées. Cette jeunesse-là vient conforter notre combat, et réveiller les âmes mortes, qui pensaient hier encore que c'était la France qui s'ennuyait.

Le cyclone libéral de Devaquet

ALORS que le nombre d'étudiants avait été multiplié par six entre 1955 et 1974, la crise a brusquement stoppé ce mouvement d'ouverture de l'université. Depuis dix ans, l'augmentation de 2 % par an des effectifs n'a fait que suivre l'évolution démographique¹, le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur restant stable avec 26,5 % de jeunes promus au rang d'étudiants (voir tableau n° 1).

L'université et la crise

La bourgeoisie, restée sans voix au moment d'un boom étudiant qu'elle n'avait pas su organiser (la première grande réforme ne vient qu'en 1966 avec la création par Fouchet des instituts universitaires de technologie (IUT), avait fini, à la fin des années soixante, par prendre conscience des changements nécessaires. Le discours officiel, marqué par la nostalgie de l'université de Grand-Papa, temple d'un savoir fermé au plus grand nombre, devenait de plus en plus inadapté. Inadapté face à cette masse d'étudiants de plus en plus conscients que l'université n'offrait plus les possibilités d'ascension sociale d'antan. Inadapté pour contrer efficacement l'exigence de bouleversement social portée par Mai 68. De

plus, ce discours « rétro » était trop en décalage avec celui toujours à l'honneur dans l'enseignement primaire et secondaire qui proclame les vertus de l'école obligatoire. L'université ne peut évidemment pas entonner les refrains faussement égalitaires de Jules Ferry : la formidable entreprise de sélection sociale à laquelle participe l'école est difficilement dissimulable à ce niveau, auquel un fils d'ouvrier a toujours 12,5 fois moins de chance d'accéder qu'un fils de cadre²... C'est un mélange de valeurs technocratiques et élitistes que vont défendre les gouvernements successifs.

Peu à peu, s'imposa l'idée d'une université moderne, rompant aussi bien avec la poussiéreuse Sorbonne qu'avec les débordements de 68. Une université efficace, rentable, fournissant aux entreprises leurs flots de personnels qualifiés en tout genre. La modification du rôle de l'université était ainsi enregistrée : non pas se cantonner à la reproduction des classes dirigeantes (fonction remplie en grande partie par les grandes écoles), mais participer à la formation des couches salariées en pleine expansion depuis plusieurs décennies (cadres, techniciens et employés qualifiés). Emplois qui exigent un niveau de connaissance et une formation initiale croissante. Ce qui explique que l'université d'aujourd'hui offre exactement les mêmes débouchés... que le bac de 1950³.

Tableau n° 1

Evolution des effectifs universitaires

	1960-61		1975-76		1984-1985		Evolution 84-85 / 60-61	Evolution 84-85 / 75-76
STS-IUT	8 014	3 %	89 742	10 %	211 183	17 %	× 26	× 2,4
Universités traditionnelles	174 437	65 %	573 645	62 %	699 190	58 %	× 4	× 1,2
CPGE-EC-EI *	47 094	17 %	79 916	8 %	120 228	10 %	× 2,6	× 1,5
Disciplines médicales	40 235	15 %	188 191	20 %	183 728	15 %	× 4,6	× 0,97
Total	269 780	100 %	931 494	100 %	1 214 329	100 %	× 4,5	× 1,3

* Classes préparatoires aux grandes écoles, écoles de commerces, écoles d'ingénieurs.

Source : ministère de l'Education nationale « Repères et références statistiques », éditions 1986-SPRESE



Les discours de Chevènement, repris par Monory, sur le thème « 80 % d'une classe d'âge accédant au bac en l'an 2 000 », ne peuvent, de ce point de vue, être pris comme de la simple poudre aux yeux électoraliste. Les emplois du futur, qui seront de plus en plus qualifiés, et la faiblesse relative du capitalisme français (centralisation tardive du capital à partir de 1958, retard structurel dans des secteurs de production à forte qualification comme les biens d'équipement...), placent la France comme l'un des pays industrialisés ayant le plus faible taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur⁴.

Mais la réalisation de l'objectif des 80 % de bacheliers reste largement freiné par les difficultés à adapter les universités à leurs nouvelles missions, du fait de l'opposition de vieux malthusiens, et surtout en fonction d'une réalité incontournable : avec la crise, l'heure est beaucoup plus aux restrictions budgétaires, au nivellement des qualifications, plutôt qu'à leur élévation. La stagnation des effectifs universitaires n'est pas propre à la France, depuis l'entrée dans la crise elle frappe l'ensemble des pays industrialisés. Il faudra, sans doute, attendre une hypothétique phase d'expansion longue du capitalisme pour les voir s'élever de nouveau. D'ici là, c'est beaucoup plus à la flexibilité des emplois que l'université doit s'adapter. Plus que d'une augmentation du nombre d'étudiants, c'est surtout d'un redéploiement des universités dont le patronat a besoin.

L'analyse sommaire pourrait dire qu'il faut moins d'historiens et plus d'informaticiens... lieux communs à manier avec précaution : les études considérées comme « inutiles » servent à quelque chose, ne serait-ce qu'à former un personnel qualifié, facilement adaptable, et suppose une formation générale suffisante. Ce que le patronat reproche aux matières telles que l'histoire, la

sociologie ou les lettres, ce ne sont pas tant les domaines étudiés que le fait qu'on n'y inculque guère la « culture d'entreprise ».

Le contrôle idéologique sur le contenu des études forme le premier volet des restructurations voulues par la bourgeoisie. Il s'agit, parallèlement, de rompre avec un cadre unifié des universités au profit d'unités beaucoup plus malléables et hiérarchisées. L'objectif est ici de mettre en adéquation les cadres de formation avec leur finalité de plus en plus diverse, allant de la reproduction des classes dirigeantes à la formation de travailleurs qualifiés.

Depuis 1968, le rapport de forces établi par les enseignants et les étudiants n'a pas permis à la bourgeoisie, par ailleurs peu homogène sur la question, d'imposer des ruptures radicales pour atteindre ces objectifs. C'est beaucoup plus par des mesures d'encerclement périphérique que l'offensive se développe.

□ Développement des filières courtes fortement spécialisées et étroitement contrôlées au niveau idéologique : les sections de techniciens supérieurs (STS) et les instituts universitaires de technologie (IUT) ont vu leurs effectifs multipliés par deux depuis 1975-1976, contre une hausse de 28 % pour les universités « traditionnelles »⁵.

□ Introduction de différenciations à l'intérieur même des universités, avec mise en place de filières plus sélectives (informatique, ingénieurs, gestion...) ou d'élite (création par Chevènement des magistères visant à concurrencer les grandes écoles⁶).

□ Création de filières professionnalisées dans les universités : les DEUST (diplôme terminal en deux ans sans garantie d'accès en troisième année⁷).



Tableau n° 3

Evolution du taux de chômage des débutants, par grands niveaux de diplômes.

	1977	1983
Aucun diplôme	47 %	60 %
BEPC	22 %	55 %
CAP-BEP	21 %	45 %
Baccalauréat	18 %	31 %
Formations supérieures longues	14 %	26 %
Formations supérieures courtes	8 %	26 %

Sources : le Monde-Campus du 19 juin 1986.

□ Création de diplômes locaux rendant plus difficile le passage entre cycles, filières ou facultés.

L'ensemble de ces mesures ne doit pas être sous-estimé : il indique une politique cohérente des gouvernements successifs visant à différencier de plus en plus l'enseignement supérieur. Toutefois, leurs effets restent relativement contrastés.

□ Les filières courtes (IUT et STS), si elles se sont développées, accueillent à peine un étudiant sur cinq. Leur croissance remet de plus en plus en cause leur identité de filières sélectives et professionnalisées, garantissant un débouché de technicien ou de cadre spécialisé. Avec la crise, le caractère aléatoire des débouchés ne cesse de s'accroître : des filières trop spécialisées, comme les STS ou les IUT, risquent d'offrir des qualifications rapidement obsolètes. L'évolution du taux de chômage en fonction du diplôme confirme cette tendance : les formations générales (et donc plus adaptables) résistent mieux à la crise (voir tableau n° 3).

□ En 1985, les DEUST et les diplômes d'université ont accueilli, ensemble, moins de 0,5 % des étudiants de premier cycle⁸.

□ Le développement des magistères reste très lent.

Au total, si l'université héritée de Mai 68 et du boom étudiant s'est modifiée, elle n'a pas été totalement transformée. Les universités « traditionnelles » regroupent toujours près de trois étudiants sur cinq et la part des différentes filières est restée relativement stable depuis l'entrée dans la crise (voir tableau n° 2).

Le bilan des gouvernements de gauche à l'université est, pour le moins, sombre. Passons sur les multiples capitulations sur la question de l'école privée, elles ne

concernent que de loin l'enseignement supérieur. Il est frappant de noter que la deuxième mobilisation massive de la droite entre 1981 et 1986 ait eu de nouveau pour théâtre le terrain de l'éducation. Ce furent les luttes contre la loi universitaire de Savary. Cette loi se caractérisait avant tout par la faiblesse des changements entraînés. Ses grandes lignes furent les mêmes que celles de la loi Faure de 1968 : autonomie des universités avec maintien de la tutelle étatique ; vague participation des personnels, et participation plus vague encore des étudiants ; maintien de la règle du cadre national des formations (pour les recrutements, les programmes et les diplômes), compensé par l'indépendance maintenue des grandes écoles et quelques expériences (possibilité de créer des diplômes locaux, création des DEUST et des magistères). Loin d'entreprendre une véritable réforme pour démocratiser les universités, Savary n'a fait qu'accentuer les expériences déjà engagées. Cette politique fut poursuivie par Chevènement avec la création des magistères, véritables filières d'élite.

La gauche : l'ambition de l'immobilisme

Mais, pour les étudiants, l'essentiel ne fut guère ces changements institutionnels. Aucun texte de loi n'informait que les droits d'inscription devraient être multipliés par cinq sous la gauche. Aucun article de la loi Savary ne stipulait que la « solidarité de gauche à l'université » se traduirait par la suppression des crédits de l'Etat à la

Tableau n° 2

Répartition des étudiants dans les « universités traditionnelles »

	1960-61		1975-76		1984-85	
Droit-Sciences économiques	36 521	21 %	186 838	33 %	203 725	29 %
Lettres						
Sciences humaines	66 814	38 %	252 636	44 %	296 717	43 %
Sciences	71 102	41 %	121 510	21 %	157 318	22 %
Pluridisciplinaire	—	—	12 661	2 %	41 430	6 %
Total	174 437	100 %	573 645	100 %	699 190	100 %

Sources : Ministère de l'Education nationale : « Repères et références statistiques » Editions 1986-SPRESE

Sécurité sociale étudiante, par une quasi-stagnation du montant des bourses (onze mille francs par an pour un boursier de troisième cycle, moins que le SMIC-jeunes de Gattaz), par la généralisation de la sélection sur dossier à l'entrée des facultés. Ce sont pourtant ces changements au quotidien que les étudiants ont retenus de la politique gouvernementale de la gauche, avec une réalité qui n'a pas changé : l'inégalité sociale à l'université (voir tableau n° 4).

Les déclarations des présidents d'université ou des parlementaires de droite, suggérant qu'ils pouvaient très bien se passer d'une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur et se contenter de quelques aménagements de la loi Savary, montrent que « l'œuvre réformatrice » de la gauche à l'université ne fut qu'un mirage.

Les dents de la droite

Pour comprendre la signification du projet Devaquet, il convient de le resituer dans son contexte. Contexte universitaire tout d'abord : si les velléités sélectives ne manquent pas, le fait que la France est une des lanternes rouges des grands pays industrialisés quant à l'accès à l'université révèle quelques limites. Contexte politique surtout : autour de l'Union nationale interuniversitaire (UNI), organisation où cohabitent universitaires de droite et d'extrême droite, s'est constitué un groupe de

pression ultra-conservateur dont l'influence est réelle sur le gouvernement. Jacques Chirac lui-même s'est associé un conseiller aux questions universitaires en la personne d'Yves Durand, membre éminent de l'UNI⁹.

Dès mai 1986, une proposition de loi du Groupe d'étude pour la reconnaissance de l'université française (GERUF)¹⁰ recueillait la signature de plusieurs députés, dont les deux présidents des groupes parlementaires de l'UDF et du RPR. Ce projet, ultra-libéral, visait ouvertement à détruire le cadre actuel des universités pour bâtir des facultés totalement concurrentielles, avec droits d'inscription draconiens... L'inspiration venait, sans doute, d'outre-Manche où les dépenses publiques pour l'enseignement supérieur ont baissé de 20 % depuis l'arrivée de Thatcher (avec vingt mille étudiants en moins)¹¹.

Si le projet Devaquet ne va pas aussi loin que celui du GERUF, force est de constater qu'il s'en inspire, tout en cherchant un point d'équilibre, face aux déchirements de la droite, entre les ayatollahs du libéralisme et les timorés de la réglementation. La cohérence du projet se fonde sur l'éclatement des universités aux moyens de cinq mesures :

□ La suppression de la règle des diplômes nationaux au profit de celle des diplômes locaux (l'accréditation nationale ne devenant qu'une possibilité, ominée avec le maintien d'un comité d'évaluation (créé par... Chevenement). Il s'agit de hiérarchiser les diplômes. L'un des

Tableau n° 4

Répartition des étudiants suivant l'origine sociale de leurs parents

	PIC*	PLCS**	Cadres moyens	Ouvriers	Employés	Autres catégories***
Répartition des étudiants suivant la CSP de leur « chef de famille »	9 %	32,2 %	18,5 %	13 %	8,5 %	18,8 %
Répartition des étudiants en 1 ^{er} cycle	8,5 %	26,1 %	18,9 %	15 %	9,1 %	22,4 %
Répartition des étudiants en 2 ^e cycle	8,5 %	34,5 %	16,6 %	10 %	7,2 %	23,2 %
Répartition des étudiants en 3 ^e cycle	8,2 %	35,9 %	14 %	6,9 %	5,7 %	29,3 %

* Patrons de l'industrie et du commerce

** PLCS : Professions libérales et cadres supérieurs

*** Agriculteurs, sans profession et non-réponse

Source : ministère de l'Éducation nationale. *Repères et références statistiques*, éditions 1986-SPRESE

Ces chiffres ne donnent que la répartition des étudiants par CSP et non le taux d'accès à l'université par CSP. Il faut pour l'obtenir relativiser les chiffres du tableau avec le poids relatif des CSP dans la population active (il y a plus d'ouvriers que de cadres supérieurs). Ce qui donne par exemple qu'un fils d'ouvrier a 12,5 fois moins de chance d'accéder à l'université qu'un fils de cadre.

Le tableau n'intègre pas non plus la répartition par filières, qui ne ferait qu'accentuer les conclusions : les fils d'ouvriers sont plus nombreux en lettres ou en IUT qu'en médecine ou dans les grandes écoles, c'est l'inverse pour les fils de cadres supérieurs. De même, le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur suivant le sexe montre que la sélection sociale est aussi une sélection sexuelle : il n'y a que 32,5 % de filles dans les classes préparatoires aux grandes écoles et 38 % en troisième cycle.



aspects de cette mesure sera d'accentuer sur le marché du travail les disparités entre étudiants et aggraver l'inégalité entre Paris et la province. La région parisienne, à elle seule, compte en effet 41 % des étudiants de troisième cycle, les universités de province ayant peu les moyens d'assurer un cursus universitaire complet. Avec les diplômes locaux, l'étudiant de province possédant une maîtrise, aura plus de difficultés à s'inscrire en troisième cycle à Paris, son diplôme n'ayant plus de valeur nationale.

□ Autonomie laissée aux universités pour fixer les conditions de passage d'un cycle à l'autre. Jusqu'à présent, il suffisait du DEUG pour accéder en troisième année, les facultés pourront désormais exiger en sus du DEUG la réussite à un concours, une moyenne de 12/20, ou toute autre clause....

□ Les universités fixeront elles-mêmes les conditions d'accès en première année. Le bac cesse ainsi d'être suffisant pour s'inscrire dans des universités qui, là encore, pourront exiger la réussite à un concours d'entrée, une mention au bac, ou refuser telle série de bac...

□ Les droits d'inscription sont libéralisés. L'ascension vertigineuse (+ 475 % en cinq ans) est appelée à se poursuivre, le Sénat ayant précisé le projet : les droits seront compris entre 550 et 1 700 francs (contre 450 aujourd'hui), dès la rentrée 1987. Au total, en ajoutant les droits de Sécurité sociale et de mutuelle, un étudiant pourra payer jusqu'à trois mille francs pour obtenir sa carte d'étudiant.

□ La commercialisation et le financement patronal des universités sont encouragés. Le projet reste toutefois, par pragmatisme, très imprécis sur les modalités concrètes de ce financement. En France, les entreprises ne couvrent que 5,71 % des dépenses d'éducation et d'achat de biens et services liés à l'enseignement supérieur. Les entreprises ont toujours préféré investir dans leur « formation maison » et laisser à l'Etat et aux contribuables le soin de financer les universités. Quant aux capitaux disponibles, ils chercheront sans doute des profits plus juteux et plus sûrs, notamment par le biais de la privatisation des entreprises nationalisées. Reste la philosophie du projet : associer plus étroitement les entreprises à la gestion des universités, ce qui s'accommode mal de tout esprit critique quant au contenu des cours.

Ce n'est pas l'instrumentalisation du contrôle patronal sur les universités, par la présence dans les conseils de patrons avec hauts-de-forme et cigares, qui est le plus à craindre. Une privatisation au sens juridique du terme est peu vraisemblable. Ce qui est en cours c'est l'introduction et la généralisation d'idées et de finalités directement empruntées à l'idéologie de l'entreprise capitaliste : compétition, sélection, course au profit, rejet des faibles et mépris des vaincus... La mentalité patronale pénètre dans les facultés sans qu'il soit besoin de la présence d'un patron en chair et en os.

Liens plus étroits avec le patronat, création de diplômes locaux, durcissement des règles d'accès et de passage d'un cycle à l'autre, libéralisation des droits d'inscription. Autant de coups durs qui s'articulent à la création d'universités d'élite (avec barrages sélectifs, diplômes cotés, contrôle patronal et droits d'inscription conséquent), et, d'autre part, des facultés bas de gamme pour la masse des étudiants. Corollaire de cette politique offensive, le retour au mandarinat, avec 40 % de professeurs d'université dans les conseils, alors qu'ils ne représentent que 26 % du corps enseignant.

Le projet Devaquet, outre la rupture qu'il introduit dans l'histoire des réformes universitaires, représente un véritable défi lancé aux étudiants. Ceux-ci ont déjà montré leur volonté de contredire Jacques Toubon, qui déclarait il y a peu que « les universités n'ont besoin ni de guerre, ni de grève » ?

1. Cf. article de Serge Bolloch dans *le Monde* du 17.10.85.

2. Cf. Guy Giroux, *les Cadres*, éditions La Découverte, collection Repères, 1983.

3. Idem.

4. Taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur en 1982 : Etats-Unis : 58 %, Japon : 30 %, RFA : 30,2 %, France : 26,5 %, Italie : 25,4 %, Corée du Sud : 23,7 %. Cf. *l'Etat du monde*, 1985, éditions La Découverte.

5. Par universités « traditionnelles » nous désignons ici les universités de droit, sciences économiques, lettres, sciences humaines, sciences et pluridisciplinaire (non inclus les disciplines médicales, les IUT, les STS, les classes préparatoires aux grandes écoles et les grandes écoles elles-mêmes).

6. Magistères : formation en trois ans après le DEUG. DEUG : diplôme d'études universitaires générales, obtenu à la fin de la deuxième année.

7. DEUST : diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques, délivré comme le DEUG, à la fin de la deuxième année, mais beaucoup plus spécialisé et généralement sans valeur nationale.

8. Cf. *le Monde de l'éducation* de novembre 1986.

9. UNI : Union nationale interuniversitaire : organisation créée en 1969 par le SAC, regroupant des étudiants du Front national et du RPR.

10. GERUF : Groupe d'étude pour la reconnaissance de l'université française, regroupant des universitaires de l'UNI et d'autres associations de droite.

11. Cf. *le Monde-Campus*, 19 juin 1986.



Les nouveaux étudiants

A partir de la fin des années soixante-dix, les préoccupations des étudiants se sont profondément modifiées sous les effets d'une triple crise : crise économique, crise des références idéologiques autour desquelles s'étaient structurées les aspirations étudiantes, crise du mouvement ouvrier...

Les étudiants face à la crise

Si la crise a accru une des vocations de l'université en retardant l'insertion sur un marché du travail déprimé, elle a aussi favorisé le repli sur soi. En l'absence de débouchés crédibles, il y a une base matérielle solide pour l'accoutumance à une crise avec laquelle les étudiants d'aujourd'hui ont toujours vécu (ils avaient entre huit et douze ans en 1974). Une des conséquences en est le rétrécissement des espaces de mobilisation : les étudiants des années soixante-dix étaient, bien souvent, à l'initiative des mouvements sociaux, des luttes anti-hiérarchiques, de la remise en cause des finalités de la production. Aujourd'hui, pour l'ensemble de la jeunesse, la première préoccupation est de trouver un emploi. Ce déplacement est pourtant à relativiser : pas plus aujourd'hui qu'hier les étudiants ne sont satisfaits des débouchés et des postes offerts. Il n'y a pas, en dehors de franges limitées, une sacralisation du travail qui permettrait aux patrons d'exiger tout et n'importe quoi de leurs futurs subordonnés.

Le brouillard pour référence

La crise économique et celle du mouvement ouvrier, ajoutées à l'offensive idéologique de la droite, ont entraîné un recul significatif des références portées par les mobilisations des années soixante-dix. La crise du stalinisme, la répression en Pologne ou en Afghanistan, au lieu d'entraîner l'exigence d'un socialisme autogestionnaire et antibureaucratique, se traduisaient par un scepticisme vis-à-vis de toute nouvelle révolution. L'attitude à l'égard de la révolution sandiniste contraste avec le mouvement de soutien à la révolution vietnamienne des années soixante-dix. Même s'il ne faut pas, avec le temps, magnifier un mouvement qui fut d'abord le refus (« humaniste ») du napalm, et, pour une frange plus limitée de jeunes, le soutien au FNL. Il n'empêche que le décalage demeure : le marxisme a laissé la place à l'empirisme et

à l'humanisme, les notions de faim dans le monde ou de « nouveaux pauvres » se substituent largement à celle d'impérialisme et d'exploitation de la classe ouvrière¹.

Ne voir dans ces modifications qu'un processus de recul est inopérant car elles expriment aussi la recherche, par les jeunes, de nouvelles voies pour faire face au vide idéologique et à l'absence de modèle de référence. Ces modifications doivent être resituées dans un cadre plus global : celui du désarroi du mouvement ouvrier et de montée de l'extrême droite. En ce sens, les mobilisations antiracistes ne doivent pas être sous-estimées : en se mobilisant contre Le Pen ou l'apartheid, les jeunes n'ont pas seulement exprimé un sentiment humaniste, ils ont été à la pointe d'un combat contre un des aspects les plus barbares de cette société. Avec les initiatives de SOS-Racisme et des associations de jeunes issus de l'immigration, c'est toute une génération qui fait sa première expérience de l'action collective. Alors que la crise avait engendré une « destruction de l'identité juvénile », l'antiracisme a permis de forger une référence commune aux différentes couches de la jeunesse (le Front national n'est crédité parmi les étudiants que de 3 % des voix selon l'ensemble des études réalisées récemment²).

Si les étudiants n'ont pas été à l'avant-garde de ce mouvement, (SOS-Racisme se construisant surtout dans les lycées, et les associations dans les cités), il a irrigué le milieu étudiant et la génération lycéenne de 1983-1985 se retrouve pour partie aujourd'hui dans les facultés.

Ainsi, alors que les mouvements contre la loi Savary avaient traduit un incontestable mouvement vers la droite des étudiants, les mobilisations antiracistes et contre les premières mesures du gouvernement (bavures policières, chasse au faciès, politique répressive face à la drogue...) ont rapidement inversé cette tendance.

La crise du mouvement ouvrier

La défiance par rapport aux organisations du mouvement ouvrier, présente dans l'ensemble de la société, est amplifiée chez les étudiants. De ce point de vue, Mai 68 marque une rupture durable qui a ébranlé pour longtemps l'hégémonie que pouvaient exercer ces organisations. Mais, depuis lors, l'expression de la défiance s'est largement modifiée. On est passé d'une volonté de transformer le mouvement ouvrier dans les années soixante-dix (construction des organisations d'extrême



gauche, émergence des mouvements sociaux) à une indifférence et à un rejet de celui-ci. Le refus persistant, et positif, de ce que sont ces organisations³ ne se traduit plus par la volonté de construire « autre chose » en politique... Les organisations d'extrême gauche, leurs erreurs aidant bien souvent, étant elles-même amalgamées au « jeu politique ».

Le milieu étudiant ne peut donc pas être analysé à travers le seul prisme du poids respectif des organisations politiques sur les campus. Depuis plusieurs années le développement de celles-ci est à son automne...

L'effondrement du PCF

L'état du PCF dans les facultés s'apparente à une marginalisation croissante (le PCF est crédité de 3 à 4 % chez les étudiants et ses forces militantes fondent). Cette crise se reflète dans le succès des oppositionnels au sein de l'Union des étudiants communistes (UEC), notamment par le biais de la revue *M*, et par des distorsions importantes dans l'UNEF-SE⁴. L'exigence de démocratie interne, d'indépendance à l'égard du PCF, et la recherche d'un syndicalisme unitaire et de mobilisation traversent, de plus en plus, une organisation qui s'était transformée entre 1981 et 1984 en simple coopérative de services et de soutien fervent à la politique de Savary. Débats favorisés par le bilan peu réjouissant de l'UNEF-SE qui, pour la première fois lors des dernières élections universitaires, fut nettement devancée par

l'UNEF-ID, qui au niveau national dispose d'une implantation militante amplement supérieure.

Les étudiants rose bonbon ?

Le PS, bénéficiant à la fois du déclin du PCF et de l'absence d'alternative crédible, ce qui favorise d'autant l'adaptation à la gestion de la crise est maintenant la première force politique à l'université (environ 40 % des intentions de votes⁵). Mais cette adhésion reste largement platonique. Le vote pour le PS se fait plus par défaut que par adhésion militante aux thèmes et au fonctionnement d'un parti victime, comme les autres, de la défiance du milieu étudiant. Le seul renforcement significatif est celui de Convergences socialistes⁶, qui apporte troupes, expériences... et la direction de l'UNEF-ID.

Le PCI a été brutalement affaibli par la scission de Convergences socialistes, qui a emporté la grande majorité de son secteur, la totalité de sa direction étudiante et une bonne partie de ses enseignants. Il tente, en ce moment, de se régénérer par le sectarisme et l'inflation verbale. Mais, comme à l'habitude, la violence des attaques contre les ex-camarades ne va pas sans un certain opportunisme. La direction de l'UNEF-ID de Nantes (une des seules à être majoritairement restée au PCI) a, par exemple, refusé de condamner la thèse de Rocques (celui qui nie l'existence des chambres à gaz)... au nom de l'indépendance des jurys d'examen !

Débarassée de l'image de marque manœuvrière du PCI, l'UNEF-ID est à présent la première force syndicale étudiante. Son existence ne peut plus se réduire à la somme des courants politiques qui y militent. La défiance par rapport aux organisations frappe beaucoup moins le syndicalisme : la crise et les conditions d'études sévèrement dégradées renforcent chez les étudiants la nécessité d'un cadre collectif de défense de leurs intérêts. A l'occasion des inscriptions universitaires, lorsque de nombreux étudiants se trouvent sans information ou sacrifiés sur l'autel de la clôture des inscriptions, l'UNEF-ID parvient à se faire reconnaître comme un outil efficace. Ces interventions se traduisent, dans certaines universités, par des taux de syndicalisation indéniables.

L'UNEF-ID en plein recentrage

Reste l'orientation de sa direction. L'adhésion de celle-ci au PS est aussi le résultat d'une pratique syndicale recentrée autour de trois axes :

- ☐ Une capacité certaine de mobilisation, accompagnée du souci constant de canaliser les mouvements et d'empêcher toute unité syndicale.
- ☐ Une orientation de plus en plus gestionnaire, par le développement de services strictement corporatifs, et dans les conseils d'université, sous couvert « d'indépendance syndicale », la pratique des négociations de couloir avec des forces peu progressistes. Le dernier exemple en date étant le vote d'élus de l'UNEF-ID pour un candidat de droite à la présidence de l'université de Paris III.
- ☐ Un fonctionnement peu démocratique, la direction ayant, en février 1986, modifié les statuts de l'organisation. Désormais, seul un tiers de la direction est élu à chaque congrès ! Décision qui fut prise, sans consultation ni débat des syndiqués, à la faveur d'un collectif national transformé en « congrès extraordinaire », ce que peu de bureaucraties syndicales ont osé faire.

Cette orientation freine le développement d'un syndicalisme de masse (le taux de syndicalisation chez les étudiants reste très faible), unitaire et démocratique. Combat que mène la minorité syndicale de l'UNEF-ID, dont l'audience a progressé ces derniers mois avec l'arrivée d'une nouvelle génération de militants soucieux d'indépendance et de démocratie syndicale.

Le test Devaquet

Pour l'UNEF-ID, comme pour l'ensemble des organisations à l'université, le test décisif est désormais la lutte contre le projet Devaquet.

Les mobilisations significatives qui se sont déroulées en mai 1986 contre la proposition de loi du GERUF, ont montré que le milieu étudiant pouvait renouer avec les luttes d'ampleur. A Montpellier, Caen, Marseille, Brest, etc., ont alors eu lieu des grèves, des manifestations ou des assemblées générales massives. De même, depuis la rentrée, à Caen, Dijon, Limoges, des luttes contre le projet Devaquet ont commencé.

D'ores et déjà, trois leçons peuvent en être tirées.

- ☐ Les organisations syndicales, lorsqu'elles apparaissent combatives et démocratiques, sont des instruments dont se saisissent les étudiants. Ce qui prouve que la défiance initiale vis-à-vis des organisations peut être surmontée à

la faveur de démonstrations pratiques de l'utilité d'un syndicat.

- ☐ Dans le même temps, la volonté de prendre en charge et de contrôler le déroulement des luttes souligne le refus des étudiants de déléguer la direction des mobilisations à quelques responsables. L'auto-organisation, comme garantie de la démocratie du mouvement, est ainsi affirmée.

- ☐ Les attaques que représente le projet Devaquet ne pourront être combattues faculté par faculté, d'où un problème évident de coordination nationale des mobilisations.



C'est pour répondre à ces préoccupations que les étudiants de Caen, réunis en assemblée générale, ont lancé un appel national, soutenu localement par les deux UNEF, et qui très rapidement d'ores et déjà repris en charge dans la plupart des universités en France.

Les JCR à l'université

Les étudiants des JCR sont partie prenante du combat contre le projet Devaquet, avec une double préoccupation.

- ☐ Celle de développer les mobilisations en articulant l'intervention dans les organisations syndicales — pour que celles-ci adoptent un profil de combat et d'unité — et le développement de structures d'auto-organisation, associant l'ensemble des étudiants, qu'ils soient syndiqués ou non. L'objectif étant que les étudiants eux-mêmes reprennent en charge, activement, la lutte autour d'un axe unifiant : le retrait du projet Devaquet.

- ☐ L'apparition politique des JCR pour dénoncer la cohérence du projet Devaquet avec l'ensemble des attaques du gouvernement (mise en place d'un dispositif sécuritaire et raciste, développement du chômage des jeunes...) et offrir des réponses permettant de transformer l'université.

Pour les JCR, il ne s'agit pas, en luttant contre le projet Devaquet, de soutenir l'université d'aujourd'hui, mais bien de créer les conditions de sa transformation. Une telle perspective peut s'appuyer sur un ensemble de revendications offensives.

Transformer l'université passe notamment par le contrôle des usagers (enseignants, étudiants, personnels) sur la formation. Le recul des mobilisations étudiantes,

Appel national des étudiants de Caen

Quatre cents étudiants de Caen réunis le 21 octobre à l'appel de l'UNEF-ID, ont pris connaissance du projet de loi de monsieur Devaquet. Ce projet qui veut supprimer le cadre national de l'enseignement supérieur envisage :

- a. de remettre en cause l'inscription des bacheliers dans l'UER de leur choix,
- b. de laisser aux universités la liberté de fixer leurs droits d'inscription,
- c. d'organiser une sélection à l'entrée en licence,
- d. de remettre en cause le caractère national des diplômes.

De plus ce projet n'aborde pas la question de l'aide sociale alors que les subventions de l'Etat en faveur des œuvres universitaires diminuent, ce qui renforcera la sélection par l'argent à l'université.

Pas un seul aspect du projet n'est acceptable par les étudiants. Pour cela l'assemblée générale de Caen demande le retrait pur et simple du projet de loi.

Aujourd'hui, pour empêcher que le projet de loi ne soit voté à l'Assemblée nationale, il faut construire un rapport de forces qui soit à la hauteur des attaques contenues dans le projet Devaquet.

En conséquence, nous lançons un appel à tous les étudiants de France à se réunir en assemblée générale, à élire leurs comités regroupant tous ceux et celles, syndiqués et non syndiqués, qui veulent agir contre la déréglementation de l'université prévue par le projet de loi. Un million d'étudiants, cela représente une force considérable dans le

pays. Il n'est pas possible que le projet Devaquet soit voté sans que s'exprime notre volonté. C'est pourquoi les étudiants appellent tous les usagers de l'enseignement supérieur à se prononcer :

- ◇ Pour l'égalité de tous devant le droit aux études.
- ◇ Pour l'inscription de tous les bacheliers dans la filière de leur choix.
- ◇ Pour la libre inscription en licence de tous les titulaires du DEUG.
- ◇ Pour le maintien des diplômes nationaux,
- ◇ Pour des droits d'inscription non prohibitifs, fixés nationalement.

Conscients que ce n'est pas en luttant fac par fac que nous pourrions imposer la satisfaction de nos revendications et dire non au projet Devaquet, les signataires de l'appel se prononcent pour la tenue d'une manifestation nationale unitaire des étudiants au ministère.

A Marseille, Lille, Brest, Strasbourg ou Limoges, dans toutes les facs de France, il est possible de monter tous ensemble à Paris pour refuser la sélection et se prononcer résolument pour une université de masse. Tel est l'objectif des étudiants de Caen qui appellent l'ensemble des usagers inscrits dans toutes les facultés de France à contresigner leur appel.

Cet appel est dès maintenant soutenu par l'UNEF-ID de Caen, Lille, l'UNEF-SE de Caen, l'UNEM de Caen.

l'offensive idéologique de la droite et l'incapacité du mouvement ouvrier à paraître crédible ont entraîné, ces dernières années, un retour de la « culture d'entreprise » à l'université. Remettre en cause cette logique, c'est exiger une formation pluraliste et critique, l'objectif n'étant plus de réduire le rôle de l'étudiant à celui d'un scribouillard, mais de développer ses capacités de prise en charge de sa formation et du contenu de celle-ci. Il s'agit, dans le même temps, de remettre en cause la finalité actuelle de l'université, notamment en termes de recherche. Le gouvernement, par sa réforme du CNRS, cherche à asphyxier toute recherche indépendante. Mais, dans le même temps, la recherche militaire ne cesse de s'accroître : 40 % du budget actuel de la recherche sert à perfectionner des engins de mort⁷, la France étant d'ores et déjà la première puissance exportatrice d'armements par tête d'habitant. Au total, le solde des militaires dans le budget de la recherche s'élève à 30,8 milliards de francs. L'austérité imposée aux étudiants, loin d'être une fatalité de la crise, résulte donc de choix politiques rarement discutés au grand jour. Les étudiants, pour leur part, ont vu leurs droits d'inscription multipliés par cinq en cinq ans... C'est peu pour certains, à peine 1 % du budget de la recherche accordé aux généraux, mais c'est beaucoup pour de nombreux étudiants.

Rompre avec l'université d'aujourd'hui, c'est se donner les moyens de lutter contre la sélection sociale et la situation de dépendance dans laquelle se trouve l'étudiant vis-à-vis de sa famille. Le système actuel des bourses, outre la faiblesse des crédits, est établi en fonction des revenus des parents et, par là même, pérennise cette dépendance. Exiger une allocation d'études pour tous les étudiants, c'est faire un pas vers la reconnaissance du statut de jeune travailleur en formation, ce que sont les

étudiants dans leur grande masse. C'est garantir l'indépendance des étudiants, et rompre avec une situation d'assistés à l'égard des parents, ou des petits boulots.

Plus de 90 % des fils d'ouvriers sont aujourd'hui exclus de l'université⁸. L'aspect financier de cette sélection est indéniable, et d'ailleurs Devaquet se propose de l'accentuer. Mais les barrages financiers n'expliquent pas tout : plus globalement, cette sélection est le fruit d'une université qui, malgré les apparences, n'est pas coupée de la société. Elle est, au contraire, imprégnée de ses divisions sociales, notamment en termes d'accès à la culture. Commencer à briser cet édifice, c'est imposer l'ouverture des universités aux travailleurs, en particulier par le biais d'un véritable système de formation permanente contrôlé par les travailleurs.

Populariser ces réponses c'est aussi disputer aux gouvernements et à la droite l'initiative des changements.

1. Cf. *les Nouveaux Jeunes* par Carmel Camilleri et Claude Tupia, collection *Epoques*, éditions Privat, 1983.

2. Cf. *le Monde* du 6 mars 1986, *Libération* du 16 mars 1986, *l'Etudiant*, février 1986.

3. Cf. « Les qualités qui définissent le mieux les hommes politiques sont : dépassés, menteurs, tous identiques et politiciens » *l'Etudiant*, de février 1986. De même le sondage du *Monde* du 6 mars 1986 note que 58 % des étudiants sont très ou assez intéressés par la politique, que 72 % ont une opinion négative des partis politiques (21 % ont une opinion positive).

4. UNEF-SE : UNEF-Solidarité étudiante, UNEF-ID : UNEF Indépendante et démocratique.

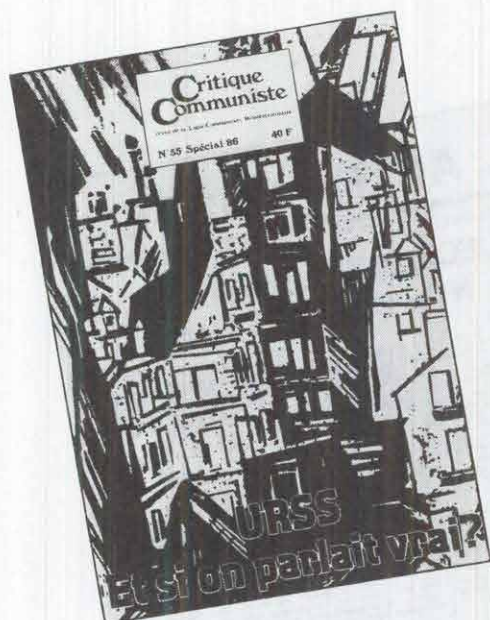
5. Mêmes références que supra (voir note 2).

6. Convergences socialistes : groupe né d'une scission du PCI qui vient d'adhérer au Parti socialiste, voir *Critique communiste* de novembre 1986.

7. Cf. *le Monde* du 11 octobre 1986.

8. Cf. C. Baudillot, R. Benobel, H. Cukrowicz, R. Establiet : *les Etudiants, l'Emploi, la Crise*, petite collection Maspero 1981.





Parler vrai... pour mieux débattre

COMITE DE REDACTION DE CRITIQUE COMMUNISTE

Le numéro spécial été de *Critique communiste* — intitulé « *URSS. Et si on parlait vrai ?* » — a suscité des réactions nombreuses, vives et contradictoires. Si certains lecteurs se sont félicités d'une approche originale à bien des égards stimulante, au regard des « analyses classiques » de notre courant concernant l'URSS, d'autres s'en sont indignés, y voyant une volonté de rupture avec ces dernières.

Nous savions que plusieurs des articles rassemblés dans ce numéro provoqueraient contestations et désaccords. Non pas que nous ayons décidé de céder complaisamment à l'hétérodoxie. De ce point de vue, nous n'avons nulle réticence à donner acte à François Dietrich et Michel Lequenne que notre position fondamentale sur le sujet est bien « *la nécessité de renverser la bureaucratie par un soulèvement révolutionnaire des travailleurs* ». Telle est, dans la stricte continuité des analyses de Trotsky, la compréhension que nous avons de ce que sont les tâches de qui veut changer cette société et y restaurer le socialisme, le pouvoir des conseils ouvriers. En cette année du trentième anniversaire de l'insurrection hongroise, notre solidarité indéfectible avec les travailleurs des pays de l'Est s'étaye à cette conviction.

Notre numéro spécial, sans mettre en doute ces vérités premières, optait pour un angle de vue différent. « *Ce numéro spécial de Critique communiste consacré à l'Union soviétique, écrivions-nous dans l'éditorial, a essentiellement été conçu en réaction aux clichés, aux schémas idéologiques, aux réflexes conditionnés qui, en France et, d'une façon plus générale, en Occident, imprègnent le discours sur l'URSS, les perceptions dominantes de l'URSS.* »

En ce sens, il pouvait dérouter, dès lors qu'il était susceptible d'être compris par certains comme une invitation à substituer à nos analyses fondamentales une nouvelle grille de lecture. En fait, il s'agissait pour nous, plus modestement, de proposer quelques éclairages de la réalité complexe qu'est, qu'on le veuille ou non, la société soviétique. Et ce, en prenant le contre-pied des visions schématiques et caricaturales que répandent bon nombre de « soviétologues » officiels et patentés.

Bref, un numéro de perspective et de débat, qui visait à faire naître une réflexion, pas à la clore ni à la borner.

Le débat ne fait pas défaut. Nous avons reçu plusieurs textes critiquant avec virulence la problématique de « *URSS. Si on parlait vrai ?* ». Nos lecteurs pourront prendre connaissance dans les pages qui suivent de l'article de François Dietrich et Michel Lequenne. Nous publierons dans notre prochaine livraison les autres articles que nous avons reçus.

Le numéro spécial a-t-il parlé vrai ?

François DIETRICH et Michel LEQUENNE

« URSS : Si on parlait vrai ? » est bizarrement titré le numéro spécial d'été de *Critique communiste* (n° 55). Serait-ce que nous parlions « faux » sur le sujet jusqu'à ce numéro ?

Nul besoin, pourtant, de chercher loin ce que les maîtres d'œuvre du numéro, Alain Brossat, Vera Lapotchkine et Eric Laurent, ont sous-entendu par le titre. Si l'on écarte l'article sur l'Afghanistan, le « document » de Nikolai Petrov et le chapitre de Victor Zaslavsky (dont il est précisé qu'il « *diverge de notre courant par des éléments essentiels d'analyse et sur de nombreux concepts* »), le numéro présente une convergence de voix vers les conclusions qu'Alain Brossat développe dans le débat sur « Terreur et consensus de Staline à Gorbatchev » et dans son article « Misère et grand-peur de l'idéologie du totalitarisme ». Les trois militants ont écrit ces contributions comme un ensemble explicite qu'ils tendent à donner pour le « vrai » qui aurait échappé jusqu'ici à la LCR et à la IV^e Internationale.

AVANT d'en examiner le fond, constatons que leur manière de nous révéler cette vérité cachée pose un problème de méthode. Il est dans notre usage de marxistes révolutionnaires d'avancer à visage découvert dans les questions théoriques, et non de biais. Or, la LCR a ouvert une discussion publique sur les problèmes, à nouveau posés, de la nature de l'URSS et les problèmes de la transition au socialisme¹ et ces camarades n'y participent pas.

Il est vrai que c'est visiblement cette discussion qu'Alain Brossat désigne comme « *talmudisme* » et « *abstraction totale* » (page 60). Quant à la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré, qui est celle de la IV^e Internationale, c'est un « *dinosaure* ». Daniel Bensaid l'admet-il ? En tout cas, il n'a pas protesté. Ce n'est pas nous qui le ferons qui demandons ouvertement qu'elle soit abandonnée. Mais pourquoi, alors, nos trois camarades ne participent-ils pas, pour la redresser, à la discussion publique ?

Parce que cette discussion a lieu entre « *ignorants* » et que « *ceux parmi nous qui connaissent un tant soit peu la réalité des pays de l'Est pour y avoir séjourné* » doivent d'abord apporter des informations et des lumières nouvelles aux profanes pour les tirer de leurs abstractions.

Malheureusement, — les informations et les coups de projecteur apportés par le groupe n'offrent aucune nouveauté pour ceux qui, sans « avoir séjourné... », se tiennent informés de ce qui s'y passe et en connaissent l'histoire ; — la théorie est aussi rusée que l'histoire.

Chassée à coups de pied par la porte, en tant que « *talmudisme* », elle rentre par la fenêtre dans les contributions des trois camarades en tant que vieille connaissance, théorie du rôle relativement progressiste du stalinisme et de la transition lente — lente mais continue — du système bureaucratique vers le socialisme.

Une conception connue

Nos trois camarades sont-ils bien aussi innocents qu'ils ne se soient pas aperçu de leurs conclusions « *théoriques* » implicites ? On peut en douter à voir leur choix « *documentaire* » : Isaac Deutscher, dont l'opposition à la théorie trotskyste consistait précisément à considérer Staline et le stalinisme comme ayant « *parachevé* » la révolution, et le système comme continuant à évoluer vers le socialisme.

Cette conception théorique eut beaucoup de succès à la fin de la Seconde Guerre mondiale. David Rousset en fut le brillant théoricien, suivi par Gilles Martinet, Charles Bettelheim et autres qui en firent l'assise de la *Revue internationale*. Dans son numéro de septembre-octobre 1947, la revue *Quatrième Internationale* dénonçait ce courant comme néo-stalinien. Encore plus illustre représentant de cette théorie de la « *justification noire* » du stalinisme, fut Jean-Paul Sartre qui en fit le sujet de ses *Mains sales* (pièce, certes, honnie par les staliniens de stricte obédience qui ne

peuvent accepter une justification cynique dans l'aveu des crimes), et la défendit encore dans son inconséquente dénonciation « humaniste » de la répression russe de la révolution hongroise de 1956, proclamant (et c'était nous, trotskystes, qui étions visés là) : « Faut-il appeler socialisme ce monstre sanglant qui se déchire lui-même ? Je réponds franchement : oui. C'était même le socialisme à sa phase primitive, il n'y en avait pas d'autre, excepté peut-être au ciel de Platon et il fallait vouloir celui-là ou n'en vouloir aucun². »

Certes, l'article de Deutscher choisi par nos camarades est plus modéré, il se contente de conseiller aux intellectuels « ex-communistes » le repli au-dessus de la mêlée — olympien, comme celui de Goethe, ou poétique, comme celui de Shelley —, au-dessus des « deux camps ». Est-ce le message que nos camarades font passer aux dissidents, dont bon nombre, il est vrai, sont à tel point obnubilés par l'ennemi dont ils ont terriblement eu à souffrir qu'ils ne voient plus, derrière la façade « démocratique », les mains sanglantes de ceux qui se prétendent leurs alliés.

Mais est-ce là le choix marxiste révolutionnaire ? Notre ligne n'est-elle plus de nous battre sur deux fronts, « contre Wall Street et le Kremlin », comme le titrait le Manifeste de notre II^e Congrès mondial, justement face aux Sartre, Rousset et Martinet de l'époque ?

Examinons-les donc, ces « faits » que n'aperçoivent pas les talmudistes, parmi lesquels nous sommes bien obligés de nous ranger de par notre participation au débat ouvert.

Retour préalable sur le passé

Le retour sur le passé de nos camarades commence par une sorte d'autocritique, généreusement étendue en « autrui-critique ».

1. Le concept de Thermidor

Brossat écrit (page 68) : « J'ajouterai que notre génération [souligné par nous] — celle de 1968 — a donné une coloration particulière à cette opposition. Nous avons forgé une image des années vingt, les "fameuses années Vingt", comme dit Adorno de manière sarcastique, qui en sélectionnait les aspects les plus messianiques, utopistes, bref ce qui correspondait le mieux à notre "sentiment du monde" du moment (dans l'avant et l'après-Mai 68), notamment, bien sûr, tout ce qui tournait autour de la "révolution du mode de vie", etc. »

La nouvelle analyse part donc d'un aveu d'ignorance... de ce qui fondait la théorie de Trotsky, et base ainsi la ré-vision de l'histoire sur la correction de sa mauvaise lecture au travers d'un héritage de mémoire sentimentalement faussée, avec « le souvenir des camarades fusillés, liquidés, insultés, avec la mémoire encore vivante ou transmise des grandes trahisons et des faillites du "chef génial" et de ses séides. Comment notre mémoire-histoire du stalinisme ne serait-elle

pas chargée de ressentiment, de haine et d'émotions ? » (page 65). N'est-ce pas un peu balayer hâtivement, non seulement une littérature fort peu idyllique, de Babel et Pilniak à Serge, mais des Mémoires publiés avant et dans l'immédiat après-guerre, y compris par des « renégats », mais tout simplement les écrits de Trotsky lui-même, avant son exil, et ses explications ultérieures, dont celle-ci, si parfaitement nette sur le plan théorique : « Si l'Etat, au lieu de dépérir, devient de plus en plus despotique ; si les mandataires de la classe ouvrière se bureaucratisent, tandis que la bureaucratie s'érige au-dessus de la société rénovée, ce n'est pas pour des raisons secondaires, telles que les survivances psychologiques du passé, etc., c'est en vertu de l'inflexible nécessité de former et d'entretenir une minorité privilégiée, tant qu'il n'est pas possible d'assurer l'égalité réelle. (...) Les tendances bureaucratiques qui étouffent le mouvement ouvrier devront se manifester partout après la révolution prolétarienne. Mais il est tout à fait évident que plus est pauvre la société née de la révolution et plus cette "loi" doit se manifester sévèrement, sans détour ; et plus le bureaucratisme doit revêtir des formes brutales ; et plus il peut devenir dangereux pour le développement du socialisme³. » [Passages soulignés par nous.]

Mais, de ce que la « bureaucratisation » ait commencé en même temps que la révolution triomphait, cela permet-il de supprimer la coupure dialectique de Thermidor, puis celle de contre-révolution ? Ce problème du « Thermidor soviétique » a souvent été mal compris. Sans doute son incompréhension tient-elle en grande partie aux « retouches successives » que Trotsky a apportées au concept. A nous, il apparaît au contraire comme un élément décisif de la compréhension du phénomène bureaucratique, hautement éclairant si on le délimite strictement comme phénomène historique. Trotsky, l'assimilant à la contre-révolution, le croyait encore à venir dans le début des années trente, mais il comprit plus tard que le Thermidor de 1794 n'était qu'une contre-révolution politique, faisant passer le pouvoir d'une « fraction de classe » (de « gauche ») à une autre « fraction » de la même classe (de « droite »)⁴. C'est pourquoi il situa celui de l'URSS dix ans en arrière.

De ce point de vue, l'analogie de 1794 avec le basculement du pouvoir de 1924 est parfaitement pertinente. Mais elle se limite là. Pourquoi ? Parce que la Révolution française est bourgeoise, que la contre-révolution politique libère la bourgeoisie de la pression des masses prolétaro-plébiennes qu'exprimait encore la gauche jacobine petite-bourgeoise. Bien loin d'arrêter la révolution proprement bourgeoise, la contre-révolution de Thermidor permettait au contraire de la parachever sur le double plan économique et social.

L'effet est inverse dans le cas du Thermidor soviétique. Le courant bureaucratique n'a pas d'abord de perspective socio-économique propre. Une fois coupé de l'aile prolétarienne du parti, sa politique va « tituber ». Le nouveau pouvoir est menacé aussi bien de droite que de gauche, aussi bien par les automatismes économiques de



« Pour la défense de Petrograd », 1919.

reconstitution du capital et par les infiltrations souterraines des vieilles forces réactionnaires, que par la dynamique des forces révolutionnaires qu'il faudra la plus effroyable des terreurs jamais vue dans l'histoire pour briser.

Il y a donc bien coupure entre les quatre premières années vingt et la période de 1924 à 1934-1937, mais ce n'est pas effectivement de l'ordre de la « bureaucratisation » de la société qui est de croissance quantitative, mais de l'ordre du renversement politique, qui est qualitatif : le pouvoir thermidorien ne va pas s'efforcer d'enrayer la bureaucratisation, mais au contraire de l'organiser. L'Etat demeure prolétarien, mais dégénère, pourrit avec la vitesse d'un poisson tiré hors de l'eau.

Sous cet Etat, dont les assises politico-sociales vont subir une mutation dont les agents sont inconscients, les fondations établies par les six premières années de la révolution imposent un choix limité de solutions, entre lesquelles le pouvoir thermidorien va vaciller, chaque coup de barre le jetant dans une catastrophe qu'il tente de pallier par un coup de barre inverse qui le jette dans une catastrophe pire. Ainsi sera sa reprise monstrueuse de programme d'industrialisation de l'Opposition de gauche, et sa collectivisation forcée des campagnes conduite en un véritable génocide. Sans ignorer les caractéristiques individuelles de Staline, nous sommes si peu subjectivistes que nous pensons que ce qui le conduisit à cette politique monstrueuse eut la rigueur d'un rail. Celui dessiné par les contradictions où le mettait l'impossibilité de conserver le pouvoir s'il laissait quelque jeu que ce fut aussi bien aux forces « restaurationnistes » capitalistes, qu'à celles de la révolution.

Tout sentiment humain mis à part, n'était-ce pas malgré tout une façon de « parachever » la révolution, et, donc, objec-

tivement, jouer un rôle progressiste quant aux résultats ?

C'est la conclusion — ancienne — de ce qu'on pourrait appeler la droite communiste antibureaucratique, que redécouvrent nos trois camarades.

Mais conclure ainsi, c'est considérer que l'objectif de la révolution prolétarienne est d'abord, sinon essentiellement, de transformer le système économique. Or, c'est là un des aspects du pseudo-marxisme « économiste ». Le but de la révolution prolétarienne est l'établissement d'une société sans classes, sans exploitation de l'homme par l'homme. L'économie collectiviste n'en est que le moyen. Et ce moyen ne détermine pas mécaniquement la fin. C'est dialectiquement que le mouvement social et politique de la révolution et la transformation de l'économie peuvent se déterminer en se combinant.

Il est probable que le Staline des années vingt et les staliniens « vieux bolcheviks » (qu'il tua dans les années trente), marxistes vulgaires, pensaient avancer vers le socialisme en forçant l'histoire et, donc, en y conduisant le peuple au knout. Mais les « moyens » de la socialisation forcée transformaient la fin. Ce à quoi ils aboutissaient c'était à une exploitation de l'homme par l'homme à un niveau jamais atteint avant eux dans l'histoire et à plus de dix millions d'esclaves pesant sur le reste de la société.

Cependant, la collectivisation totale de la terre et l'industrialisation pharaonique ne représentent-elles pas un avantage pour l'avenir ? Même cinquante ans après, cela reste une hypothèse douteuse. Pour établir une économie véritablement socialiste, il semble bien qu'il faudra souvent commencer par revenir en arrière en de nombreux domaines avant de pouvoir gérer « les choses » autrement. C'est, par exemple, le point de vue du *Manifeste du Mouvement*

pour un renouveau socialiste, écrit pourtant par des gens qui approuvent les assises du système, visent à le réformer en douceur et proposent une nouvelle NEP⁵. N'est-ce pas l'enseignement qu'ont tiré des expériences révolutionnaires antérieures les sandinistes du Nicaragua, dont la politique d'« économie mixte » n'a pas l'encerclement capitaliste comme seule justification ?

2. De Thermidor à la contre-révolution

Le concept de Thermidor, et celui de « terreur » ne sont cependant pas suffisants pour rendre compte du bouleversement des années trente. Quand Trotsky le constata en 1935, le Thermidor était en arrière de dix ans. Phénomène politique, il n'est pas extensible ; il est limité dans le temps, et ce sont les thermidoriens eux-mêmes qui vont laisser leur tête entre 1934 et 1937, en commençant par celui d'entre eux qui voulut arrêter le cours des choses, Kirov.

La terreur est un phénomène politique qui se mesure aussi à son ampleur. La terreur de 1793-94, celle des « radicaux », qui précède Thermidor, s'exerça contre des résistances politiques (de droite et de gauche). Ses victimes totales n'atteignirent pas le dixième des morts d'une bataille napoléonienne. Le génocide de la paysannerie, avec ses millions de morts et de déportés, suivi de la destruction du parti révolutionnaire, c'est un au-delà de la terreur, c'est une contre-révolution sociale, la pire jamais vue dans l'histoire. Pour le Parti bolchevik, rappelons les chiffres : sur trois millions de membres avant les purges, 1 635 000 fusillés ou déportés, soit plus de la moitié, dont tous les secrétaires de comités des régions, territoires, républiques dont l'ancienneté remontait à une période antérieure à la révolution. Parmi ceux nommés depuis 1917, trois seulement sont saufs : Khrouchtchev, Bériia et Baguirov. Tous les membres des comités centraux de l'époque de Lénine, à l'exception de Staline lui-même et de Molotov, furent liquidés ; 110 des 139 membres du comité central « stalinien » élus au XVII^e Congrès en 1934 ; tous les membres du bureau politique de 1924 (sauf Staline), près de la moitié de ceux de 1934. Tous les organismes d'Etat furent ravagés, y compris le NKVD. Le haut état-major de l'Armée rouge détruit⁶.

C'est là un peu plus que les camarades dont le souvenir douloureux aurait obscurci notre compréhension du stalinisme. Mais s'il est vrai que cela appartient plus à notre mémoire qu'à l'histoire, c'est que non seulement l'histoire soviétique a gommé ces « détails sentimentaux » mais que les manuels scolaires du monde bourgeois eux-mêmes peuvent parler de « deuxième révolution bolchevique » et balancer par les « opinions » de Choukhov et Aragon celles de dissidents et témoins. Une certaine mémoire nous semble plus fiable qu'une histoire « objective », juste milieu dont il nous semblait que le marxisme avait fait la critique radicale.

3. « Consensus » ou mystification dans la terreur

Mais, nous disent nos camarades, nous oublions qu'il y a eu un « consensus » dans

la terreur, que, pour les Soviétiques eux-mêmes, la révolution continuait malgré et au travers des purges et du génocide de la paysannerie.

Il est vrai que, sous cette pire des terreur *contre les masses*, il n'y avait pas de révolte de masse de la part d'un prolétariat qui avait pourtant fait la plus dure des révolutions et des guerres civiles.

Justement à cause de cela, expliquons-nous depuis longtemps.

Est-ce que l'on peut appeler cela un « consensus » ?

Cela nous semble encore un curieux jeu avec les mots, même compte tenu de l'existence d'un certain enthousiasme dans la lutte pour l'industrialisation dont le texte de Nikolaï Petrov, reproduit dans la revue, n'est qu'un entre de nombreux égrenés au long des décennies, et tous, d'ailleurs, avec au bout des douches glacées. Par exemple, en 1948, Kravchenko lui-même, dans son *J'ai choisi la liberté*.

C'est là un phénomène aussi dépourvu de précédents que la révolution elle-même. Ces années trente sont vécues comme un véritable jeu de dupes qui trompe non seulement les masses prolétariennes, mais, dans une grande mesure, une masse des maîtres d'œuvre de la politique bureaucratique qui vont le payer de leur vie.

Par centaines de milliers, par millions, cadres communistes, ouvriers, paysans vont être « staliniens ». En effet ! Nous en ignorons la raison ? Pas du tout ! Trois hommes différents parmi quantité d'autres, de trois générations, l'ont expliqué de façon semblable.

Barmine, d'abord, officier de l'Armée rouge, ambassadeur en 1936, dans son *Vingt ans au service de l'URSS*, paru en France en janvier 1939, disait comment, malgré son admiration pour Trotsky, il fut convaincu par les articles de Staline intitulés *la Révolution permanente et le camarade Trotsky*. Il vota la ligne de la troïka, puisque Trotsky « s'obstinait dans ses erreurs ».

Fils d'un cheminot révolutionnaire de 1905, l'ouvrier V. A. Kravchenko, devenu ingénieur, puis haut fonctionnaire, avait vingt-quatre ans en 1929. Il expliqua comment son expérience du gâchis l'amena à participer dans l'enthousiasme à la terreur... avant qu'elle ne l'atteignit, puis... l'entraîna, quand il le put, à passer à l'Ouest.

Piotr Grigorenko, qui devint général, était fils de paysan, plus petit que moyen, et il se fit ouvrier dans son enthousiasme de jeune communiste, à dix-sept ans, en 1924. Il raconte ses hésitations, puis comment Staline le tira de tous les doutes : « *Oui, on pouvait construire le socialisme dans un seul pays.* »

Toutes ces explications convergentes sont-elles celles d'un « consensus » ou celles d'une énorme mystification réussie ?

Et réussie jusqu'à nos rives. L'aveuglement conforté par le mensonge — et son revers : la calomnie, à une échelle jamais vue — mus par les moyens de corruption d'un Etat géant.

Des têtes, qui n'étaient pas toutes mauvaises, pensèrent qu'il fallait peut-être en passer par là après une révolution prolétarienne dans un pays socio-économiquement arriéré et isolée dans un seul pays. Et,

au fond, la théorie de Trotsky, postulant un écart, qui, pour lui, ne pouvait être que momentané, dans le développement du processus révolutionnaire mondial, était parallèle à l'idée de ceux qui vivaient courbés sous le stalinisme, attendant l'heure de son dépassement. La différence était que, pour Trotsky, le dépassement devait passer par l'élimination de la bureaucratie, tandis que les autres attendaient sa « réforme » des conséquences de ses succès futurs.

Mais Alain Brossat de demander (page

sensus » à l'armée révolutionnaire ukrainienne, dont Arthur Wilkins nous rappelle l'histoire et le programme dans le dernier numéro de la revue *Quatrième Internationale*, qui se battit sur deux fronts, contre les nazis et contre les staliniens et ne fut exterminée qu'en 1950, sans qu'on en ait beaucoup parlé en Occident, même après la rupture de l'idylle de Yalta ? Pourquoi ne donne-t-il pas une explication de la folle aventure, du pari criminel de Vlassov, le héros soviétique de la lutte contre l'Allema-



Staline : de ces statues qu'on n'a jamais fini de déboulonner...

65) : « De quelle matière était fait le militant communiste polonais qui, en dépit de la dissolution de son parti en 1938, de la liquidation à Moscou de ses dirigeants, des effets sur la terre polonaise du pacte germano-soviétique, est néanmoins aux avant-postes de la lutte antifasciste pendant la guerre puis retourne "construire le socialisme" à Varsovie après 1945 ? Ce sont des questions que ne nous sommes guère posées jusqu'alors. Peut-être serait-il temps que nous commencions à nous les poser, au-delà des incantations de la mémoire, comme des questions d'histoire... »

Nous ne savons pas explicitement la réponse que Brossat donne à cette question insidieuse, mais est-ce une question « amazonienne ou mélanésienne » — comme il dit — que de lui demander en retour : et que pouvaient-ils faire, sinon ruser, et espérer que les conditions de la veille de la guerre et de la montée du fascisme ayant changé, changeraient également les conditions qui avaient produit le stalinisme ? Eux aussi, comme Trotsky et nous, pensaient que cela ne pouvait durer. Eux aussi pensaient que l'histoire retomberait sur ses rails. Et Treppe — dont Brossat vient de faire le portrait-robot — rentrait en URSS... et était mis immédiatement en prison.

Mais pourquoi A. Brossat ne fait-il pas une petite place dans son histoire du « con-

gne en 1941 ; un des rares généraux qui ne fut pas défait dans l'effondrement du début de la guerre, et qui, en 1942, forma la ROA (Armée russe de libération) et tenta l'impossible : s'appuyer sur les nazis pour renverser Staline, et qui durent, lui et ses hommes, être jugés à huis-clos et furent sauvagement massacrés parce qu'ils refusèrent de passer aux aveux de trahison ? Quelle effroyable haine accumulée sous le « consensus » il avait fallu à ces Soviétiques pour en arriver là !

Pourquoi ignore-t-il aussi ceux qui ont réussi... à briser le « consensus » de la soumission : Tito et ses compagnons, rusant avec Staline, le défiant, réussissant à fermer la Yougoslavie à l'Armée rouge puis à l'arracher à la remise sous la coupe capitaliste à laquelle Staline l'avait vouée à Yalta. Staline savait si bien ce que valait le « consensus » des illustres staliniens devenus chefs d'Etat en Europe de l'Est ! Le « complot » Tito-Dimitrov tentant d'opposer à l'URSS une confédération balkano-danubienne provoqua la rupture de 1948 et coûta la vie à Dimitrov, puis à tous ceux que Staline jugea complices réels ou potentiels de cette dissidence projetée, à savoir ces cadres anciens qu'il avait mis là où il leur devenait possible de lui échapper.

Il est vraiment étrange de voir glisser le « consensus » dans le Stalingrad de *Vie et*

destin. L'espoir tenace qu'on y lit encore et qui se fonde sur les changements attendus de la fin de la guerre trouve sa dernière désillusion à la fin de ce magnifique roman.

En dessous de la foi en l'histoire des intellectuels et militants, le « *consensus* » ne fut que celui d'esclaves dociles, à la volonté brisée, atomisés par la contre-révolution.

Mais, nous disent encore nos camarades, la participation des masses soviétiques à la guerre n'a pas été passive. Y a-t-il eu là un « *consensus* » ?

Dans la guerre, des éléments nouveaux apparaissent en effet, mais fort contradictoires :

1. Ce qui a coûté si cher à édifier, il faut maintenant le défendre contre le pire ennemi. Mais la dictature stalinienne a été si lourde que certains douteront que les nazis soient de pires ennemis, en Ukraine par exemple. Il fallut l'expérience de ce qu'était le fascisme pour que la population se retourna.

2. Paradoxalement, la guerre justifiait les efforts titanesques et le prix inouï payé pour se préparer à y faire face. Il fallait des connaissances et des informations que n'avaient pas les masses pour savoir que la terreur avait détruit la supériorité militaire de l'URSS face à l'Allemagne, en armement, défense et surtout cadres militaires⁷.

3. La lueur d'espoir d'avenir, amenuisée à quasi rien dans la terreur des années précédant la guerre, réapparaissait au bout du tunnel, et l'on ne pouvait savoir qu'il s'agissait d'un nouveau leurre.

4. Le tournant patriote-chauvin allait chercher de nouvelles ressources de forces dans les couches culturelles enfouies, mais, fondamentalement réactionnaires, ces forces venaient consolider et parachever... le nouveau système construit dans la victoire de la contre-révolution.

Le sang des millions de morts, dont peut-être une majorité sont dus à la politique et à la stratégie irresponsable, inhumaine, démente de Staline et de ses généraux-bouchers, vivifia son despotisme et c'est ce sang qui coula en larmes dans les folles cohues suicidaires que provoquèrent sa mort. Mais maintenant ? Vera Lapotchkin a rencontré (page 8) la « *convergence dans le culte de Staline* » de bureaucrates et de certaines couches de la classe ouvrière. Zaslavsky, nous rapporte-t-elle (page 16), l'explique par le « *succès de certains romans ou mémoires pro-staliniens* ». Ne faut-il pas d'abord expliquer pourquoi ces livres, téléguidés par les brejnéviens, en réaction à la déstalinisation khrouchtchéviennne, peuvent avoir un certain succès, et ne pas prendre l'effet pour la cause. Celle-ci est évidente. Elle ressemble au bonapartisme des ouvriers sous la Restauration en France. Les souffrances des parents sont loin en arrière. Faute d'histoire, la mémoire est déformée. On explique maintenant que Staline tuait les mauvais bureaucrates et les traîtres, et que les épreuves qu'il imposait servaient à marcher dans le bon sens. Aujourd'hui c'est la grisaille, l'immobilisme, la perte de toute perspective. Là est la source de l'illusion d'optique. Mais pour certaines couches seulement. Y voir une confirmation du fameux « *consensus* », c'est

participer à l'illusion, y contribuer. Et elle est réactionnaire.

En appelant « *consensus* » l'acceptation semi-résignée, semi-illusionnée du despotisme stalinien, Alain Brossat a fait passer par une rectification « *terminologique* » sa saisie du passé en renversement de l'analyse de Trotsky et de notre mouvement.

L'idéologie du totalitarisme, voilà l'ennemi !

C'est en partant en guerre contre une autre « *terminologie* », celle du « *totalitarisme* » qu'il tente de faire passer la saisie de la société soviétique actuelle et l'appréhension de son devenir comme un « *moindre mal* » social actuel, dont notre critique devrait être relative, modérée, compréhensive, en révélant les aspects « *positifs* » de ce qui serait une « *transition lente* » vers le socialisme.

Cette lutte terminologique est menée contre les « *soviétologues occidentaux* » rassemblés par l'« *idéologie totalitaire* ». La globalité d'une telle offensive ressemble assez à la pratique de l'amalgame. Quels sont les caractères qui permettraient de dégager l'unité de ladite idéologie ? Ils sont quatre, si nous comptons bien : 1. L'immobilisme supposé des systèmes totalitaires ; 2. Sa reproduction du « *même* » en tous temps et en tous lieux ; 3. Son expansionnisme ; 4. La nécessaire conclusion campiste, pro-impérialiste, fondant le bellicisme.

Voyons cela de plus près :

1. L'URSS immobile de Brejnev à Gorbatchev.

Pourquoi depuis Brejnev seulement ? Parce que la seule périodisation acceptée par nos trois camarades, qui, comme on l'a vu, estompe Thermidor et contre-révolution mêlés, est celle du saut entre Staline et ses successeurs, entre stalinisme et post-stalinisme (page 62). Qu'est-ce qui change entre les deux périodes ? Ce que l'on comprend entre les dits et les non-dits de nos camarades, c'est qu'avant il y avait le « *consensus de la terreur* » édicatrice, tandis qu'après et jusqu'à aujourd'hui, il n'y a plus de terreur et que, de ce fait, la société libérée de son poids a retrouvé les moyens d'une action spontanée qui fait pression sur la bureaucratie et la fait bouger. Les « *soviétologues* » en procès refuseraient de voir ce mouvement progressiste.

Mais avant tout, est-il vrai que le concept d'« *immobilisme* » est commun à tous les « *soviétologues* » ? Non, un Avtor-khavov, par exemple, analyse les modifications de la société soviétique et en prévoit même la *révolution*⁸.

Cette cible de l'« *immobilisme* » n'est-elle pas un moulin à vent ? Nulle société n'est immobile. L'immobilisme ou stagnation, dont il est question en soviétologie, concerne la résistance organique du système à toute réforme, parce que toute réforme menace son existence même. Depuis trente-trois ans, on constate que les

amplitudes de balancier du système ont été faibles. Nos trois camarades ne nous démontrent pas que Gorbatchev va réussir là où tous ses prédécesseurs ont échoué quand ils ont tenté de réformer, surtout en reprenant pour l'essentiel des projets dont aucun n'est absolument nouveau. L'article de Zaslavsky pose bien le problème (page 30). C'est l'approfondissement de sa problématique qu'il faut poursuivre : un technocratie soviétique peut-il desserrer quelques-uns des freins de la pesanteur bureaucratique ? Etant entendu qu'il ne peut s'agir d'une démocratisation. Plutôt que de se pencher sur ce problème réel, il est plus facile de condamner quelqu'un comme Lubomir Sochor⁹ qui pense que Gorbatchev échouera, ce qui est un pronostic, non pas fondé sur le dogme d'une société immobile, mais sur une analyse de ses blocages, qu'on ne peut simplement récuser par un anathème.

Inversement, il y a une autre « *soviétologie* » qu'Alain Brossat ne s'est pas permis de traiter de réactionnaire, bien qu'elle tombe sous le coup du péché d'immobilisme : c'est celle qui procède de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré, dont la dégénérescence n'aurait pas bougé depuis cinquante ans. Brossat s'est contenté, d'un trait de plume, de la renvoyer à la paléontologie.

2. La reproduction du Même

Toutes les théories de la nature des nouveaux Etats bureaucratiques, que ce soit celles du capitalisme d'Etat ou d'une nouvelle classe dominante, sans en excepter la théorie structuraliste de l'école de Budapest¹¹, postulent la reproduction du Même. Ce n'est donc pas un caractère des théories du « *totalitarisme* » réactionnaire pro-impérialiste. La plupart ne sont d'ailleurs pas des théories de la reproduction du phénomène

n'importe où, n'importe quand. Quasi toutes, *maintenant*, et à la différence des théories-mères (qui y voyaient un phénomène promis à des sociétés économiquement les plus développées : Allemagne, Etats-Unis...) le limitent à des sociétés sous-développées. Que des théoriciens et courants de gauche et d'extrême gauche regardent toutes les révolutions du siècle comme débouchant sur des Etats de type identique montre, pour le moins, que le concept d'Alain Brossat est — pour employer une formule dont il raffole — « *non opératoire* » pour qualifier la réaction « *antitotalitaire* ». Que des conclusions théoriques semblables se retrouvent à gauche comme à droite révèle à coup sûr un état misérable de la théorie sociale de notre temps, mais on n'y remédie pas par une dénonciation amalgamante.

Mais quelle est la théorie de Brossat sur ces Etats ? Son silence lui sert à une implicite identification, parallèle mais de sens contraire à celle qu'il pourfend : le Nicaragua devient la caution de l'URSS : systèmes similaires en dépit de la différence de lieux et de temps. Le scandale de l'union sacrée reaganienne pro-contras de certains soviétologues devient le scandale de la dénonciation du régime soviétique dont le Salvador s'appelle Afghanistan.

3. L'expansionnisme

Est-il faux de dire l'URSS expansionniste ? Comment Alain Brossat explique-t-il les « protectorats » de l'Europe de l'Est ? Comment explique-t-il l'invasion de l'Afghanistan ?

Le fait que le moteur de cette expansion ne soit pas celui du capital financier est une chose qui ne dispense pas d'expliquer cet expansionnisme-là.

Ce n'est certes pas Trotsky qui aurait

57^e anniversaire de la révolution d'Octobre. La parade militaire.



fait de ce thème un axe de bataille qui écrivait : « *Même un Etat ouvrier sain tendrait à une expansion dont les limites géographiques coïncideraient inévitablement avec celles de l'expansionnisme tsariste, car, d'ordinaire, les révolutionnaires ne changent pas les conditions géographiques. Ce que nous reprochons au gang du Kremlin n'est pas son expansion, pas plus que les directions géographiques de son expansion, mais bien les méthodes bureaucratiques, contre-révolutionnaires, qu'il emploie dans ce but* »¹². »

Qu'ajouter à cela ? Que ce troisième concept de la définition d'Alain Brossat est, lui aussi, « non opératoire ».

4. Le campisme

Enfin, voici le reproche majeur : les « Etats totalitaires » étant constitués en bloc par les soviétologues réactionnaires, ils sont opposés comme un tout au bloc des « Etats démocratiques ». Il n'y a que deux camps, celui du Mal et celui du Bien. La guerre entre eux est fatale et nécessaire. Le campisme mène au bellicisme.

Certes, ce courant-là existe. Mais cela justifie-t-il un amalgame où tous ceux qui verront l'URSS comme un Etat totalitaire tomberont *ipso facto* dans le « camp » de Reagan-Pasqua-Pandraud ? Il y a là comme une réminiscence de la pratique stalinienne de polémique : si vous ne nous approuvez pas de A à Z, vous êtes un anti-communiste !

Le problème réel de la lutte contre les « va-t-en-guerre » du monde libre de Pinochet et des contras justifie-t-il... le « campisme » d'Alain Brossat qui s'indigne que l'on rappelle trop, à son goût, la période du pacte Hitler-Staline et des demandes polies faites à la Gestapo de légaliser l'*Humanité*, qui serait lavée par l'héroïsme des combattants de la MOI dans la Résistance française ? N'est-ce pas du « campisme » que de voler au secours des malheureux staliniens accusés d'avoir liquidé le réseau Manouchian en le livrant à la Gestapo, et qui n'ont pas répondu de façon convaincante à ces accusations ? Alain Brossat est « *déconcerté* » de nous voir (nous devons être de ces « amis très chers » de sa page 62) « *nager dans le sens du courant* » anti-communiste sans rivage. Jusqu'ici, nous pensions que les communistes, c'était nous, et eux, les staliniens, et que mettre à jour leurs crimes n'était pas de l'anti-communisme, mais de la salubrité publique. Il n'est pas sûr qu'ils aient commis ce crime-là, soit ! Mais on ne prête qu'aux riches. Etions-nous en mauvaise compagnie avec ceux qui demandent toute la lumière ? Alain Brossat préfère quant à lui être dans le « camp » du PCF avec... Chaban-Delmas, Pineau et Bourdet qui préférèrent qu'on ne remue pas certaines boues sanglantes. Après avoir attaqué les moulins à vent, Don Quichotte délivre les forçats et fut roué de coups. Au moins Don Quichotte était-il fou, et naïf.

Alain Brossat a adopté la définition du « totalitarisme » d'Hannah Arendt, qu'il juge « *stimulante* » (sic !), peut-être parce qu'elle ne s'applique pas à l'URSS actuelle, et il y oppose le « *montage* » que nous venons d'examiner et qui serait « *l'idéologie*

du totalitarisme ». En fait, il y a plusieurs définitions du totalitarisme, et ceux qui les utilisent ne sont pas tous sur la même longueur d'onde. Ce n'est pas ici le lieu de les rappeler, d'autant que cette diversité même prouve que le terme n'est guère susceptible de recevoir un contenu scientifique. La théorie marxiste a d'autres exigences. Mais voilà ! Alain Brossat répudie la théorie comme talmudisme. Il a choisi l'empirisme et la linguistique. Mais la théorie se venge : dans le vide du refus de tout examen théorique, Alain Brossat accepte celle du « *socialisme réel* », étape nécessaire donc, qu'il faut vouloir et accompagner si l'on ne rêve pas au communisme trotsko-platonicien.

Tout ne va pas si mal en URSS

Et notre « camp » du « socialisme réel » non seulement n'est plus l'enfer stalinien, d'ailleurs pavé de si bonnes intentions et réalisations, mais même pas un purgatoire, un paradis tempéré. Les autres articles du groupe des Trois en donnent l'illustration.

Vera Lapotchkinne justifie les passeports intérieurs et les « *villes fermées* ». C'était obligé. Sans l'obligation administrative de résidence, comment pourrait-on contrôler le flux démographique anarchique ? Les Soviétiques n'ont pas le droit de grève ? Ce n'est pas grave, il y a plein emploi et quand ils ne sont pas contents de leur emploi, ils en changent. Et la littérature « *réaliste socialiste* », quels ignorants en sont restés à Pasternak, à Siniavski et Daniel, Soljenitsyne et Chalamov, et prétendent que la vraie littérature soviétique, la littérature soviétique *soviétique* (sic) n'a pas de valeur ? Preuve du contraire : elle est lue par des millions de gens. Quels petits-bourgeois jugent de la valeur des œuvres par des critères « esthétiques » et non pas selon les statistiques de la « sociologie de la littérature » ! (Du coup, cela va nous permettre de changer l'ordre de valeur de nos publications occidentales, de renvoyer Michaux, Michel Leiris et Nathalie Sarraute aux cénacles petits-bourgeois et reconnaître la valeur prolétarienne de la collection Harlequin, de SAS et de San Antonio). Selon la camarade Vera, les « *canons esthétiques et la fonction socio-politique de la littérature* » ne sont plus « *imposées d'en haut* ». C'est vrai, il n'y a plus un Jdanov qui dicte publiquement ce que l'on doit écrire et comment. Mais c'est qu'il n'y en a plus besoin, que le mécanisme marche tout seul, qu'il n'y a plus en bas d'écrivains formés avant et hors de la machine. Vera Lapotchkinne assure qu'il y a circulation dans les deux sens entre écrivain/maison d'édition/censeur du Glavlit. C'est une pure affirmation optimiste. L'écrivain ne connaît même pas son censeur, qui, s'il lui fait savoir, par l'intermédiaire des services de rédaction, qu'il lui faut remanier son texte, n'a qu'à s'exécuter. Certes, malgré ce contrôle, de petits messages anodins peuvent encore couler. Mais à qui fera-t-on croire qu'une littérature de qualité peut sortir d'un pareil système ? Là,



Mikhaïl Gorbatchev.

Vera Lapotchkin a ses exemples : le « discours écologique », expression d'une opinion publique contestataire. Les récents événements auraient pourtant dû lui dessiller les yeux. Le principal porte-voix du « discours écologique » a été la revue *Eko*, dont le rédacteur en chef, Aganbégian, est un homme de Gorbatchev. La polémique sur ce thème, comme d'ailleurs sur les autres, n'était que le reflet du conflit inter-bureaucratique entre les clans que Zaslavsky désignent comme celui des « *néo-staliniens* » et celui des « *technocrates* », et Avtorkhavov comme celui des « *dogmatiques* » et celui des « *pragmatiques* », qu'on peut préciser comme les clans, d'une part, de Brejnev-Tchernenko et, d'autre part, Andropov-Gorbatchev. A peine ce dernier a-t-il assis son pouvoir que la revendication écologique, poussée depuis le règne de Brejnev, était satisfaite. Le 25 août dernier, le politburo décidait l'arrêt « *immédiat et complet* » des travaux de détournement des fleuves d'Asie et d'Europe. Les « *amis de l'URSS* » de tout temps nous avaient habitué à l'admiration de pareilles marques de docilité démocratique à l'opinion publique soviétique, mais il était de notre usage de mieux voir le dessous des apparences.

Sur ce thème de la littérature, Vera Lapotchkin est allée plus loin : elle réhabilite même la littérature « *réaliste socialiste* » du passé. Elle contresigne le propos d'une certaine K. Clark qui écrit qu'il est aussi grotesque de considérer que la « *langue* » du réalisme socialiste oblige les écrivains à dire la même chose que de considérer que tous les locuteurs anglais ne peuvent exprimer des idées différentes sous prétexte qu'ils parlent la même langue. Nous croirions insulter nos lecteurs en répondant à une telle idiotie, en quelque langue qu'on l'énonce (mais qui, sans doute, est une

pensée profonde en « réalisme socialiste » ce qui marque assez la différence).

Eric Laurent s'est contenté d'étudier la critique journalistique de l'expérience des brigades de travail, système destiné à augmenter la productivité du travail par une augmentation du salaire obtenue collectivement par une équipe engagée sur une sorte de contrat. La formule contenait un piège, chaque membre de l'équipe devenant le contrôleur et le garde-chiourme de l'autre. Là où les ouvriers n'ont pas réussi à déjouer le piège, elle a échoué, et c'est pourquoi la presse a dû l'étudier pour fournir aux bureaucrates les bases de réflexion susceptibles de la corriger, les moyens tendant à atteindre une amélioration de la productivité sans démocratie étant fort limités. C'est également à la fin du règne de Brejnev et sous les courts règnes d'Andropov et de Tchernenko que le clan Gorbatchev a mené campagne pour les brigades de travail et a fait mener des études de leurs problèmes. Le saupoudrage de souci de démocratie économique et de justice sociale qui accompagne ces études semble prometteur à Eric Laurent. Ceci nous ramène aux possibilités de réforme de Gorbatchev, mais avant, rappelons que, sans partager les conclusions politiques d'Alain Besançon, on ne peut qu'approuver l'analyse qu'il fit du caractère réactionnaire de la revendication de justice, qu'il oppose à celle du droit et de la loi¹³. Les « *soviétologues réactionnaires* » peuvent parfois être d'une lecture « *stimulante* ».

Vers la réforme du système

Après le constat qu'en URSS non totalitaire, ça ne va pas si mal, voici l'annonce de



lendemain où ça va aller encore mieux.

On a vu Vera Lapotchkine et Eric Laurent détailler la presse critique qui préconise des réformes hardies. Mais est-ce nouveau ? Pas tellement ! Sans revenir à Staline qui était un grand pourfendeur de bureaucrates, surtout quand il se préparait à une purge, les nomenklaturistes ne sont pas stupides au point de faire silence sur les maux visibles par tous et dont tout le monde parle dans la rue. Ils ne cessent de chercher des solutions et de proclamer bien haut que ça va changer. Par ailleurs, comme nous venons de le voir à propos des problèmes dits « écologiques », il existe une marge d'expression des conflits interbureaucratiques de sommet, par le biais des clientèles classiques. Ces marges sont d'autant plus grandes que des faiblesses apparaissent dans la direction suprême, ce qui est le cas dans les fins de règne et les interrègnes.

Mais, font remarquer nos camarades, cela représente des risques. C'est vrai ! Mais ils sont en général calculés. Khrouchtchev les calcula mal et le paya du trône ; il fut déposé. Gorbatchev, instruit par l'expérience, semble plus prudent, avance à pas comptés, et, déjà, l'application des mesures préconisées par ses porte-parole est amputée de tout ce qui pouvait risquer de favoriser l'initiative de base.

Premier jeune dictateur technocrate de l'URSS, Gorbatchev ira-t-il plus loin ? Dans le sens d'une certaine rationalisation, peut-être, en remplaçant lentement des bureaucrates incapables par des plus jeunes et plus qualifiés. Cela n'a guère de chance d'être suffisant ; les blocages du système lui sont intrinsèques, et, comme le dit Zaslavsky, aucune réforme n'ira dans le sens d'une démocratisation de la société. Nous voilà au cœur du désaccord avec nos trois camarades.

Dans le numéro 1227 de *Rouge* du 9 octobre, donnant une petite suite au numéro spécial de *Critique communiste*, Alain Brossat a laissé cours à son admiration de la convivialité des queues à la porte des magasins soviétiques où se nouent amitiés, amours, et où l'on fronde le pouvoir... des miliciens. Il ne s'est pas aperçu que cet esprit frondeur est le refuge de maigre revanche dans tous les régimes de dictature.

Réforme ou révolution ?

Tout le monde sait que les peuples de l'URSS ont de l'humour, du courage et que, pas plus que n'importe quel groupe humain, il n'est possible de les transformer en robots. Mais le système mis en place par Staline et entretenu par ses successeurs est tel qu'il ne pourra céder qu'à une explosion extrêmement puissante que nous sommes en usage de nommer *révolution*. Le mot est passablement absent de l'ensemble des textes du groupe de nos trois camarades.

Tous les observateurs sérieux de l'URSS postalinienne savent que ce qui a interdit, jusqu'ici, l'explosion dans les conditions de gigantesque mise sous filet de contrôle policier et de répression savamment sélective, ça a été la capacité du système à assurer une lente et minime amélioration du niveau de vie des masses. Or, on sait aussi que, du fait de la baisse du taux de croissance, d'investissement, de la faible productivité du travail, etc., la croissance du niveau de vie ne continue pas, sans parler de son retard, lui croissant, avec celui des Etats capitalistes avancés. De ce fait, la pression s'élève sous le couvercle du système administrativo-policier.

C'est parce qu'à de telles difficultés économiques s'ajoutait le sentiment d'oppression nationale que les explosions d'Europe de l'Est ont eu lieu, culminant avec celle de la Pologne de 1980-1981. En URSS, c'est aujourd'hui dans les nationalités musulmanes que les premiers prodromes de telles explosions se font lisibles. Nos trois camarades dédaignent cet aspect des choses. Leur ensemble de textes esquisse le film du mouvement de la société obligeant les bureaucrates à un réformisme qui doit faire progresser ce qu'ils appellent le « socialisme réellement existant ».

Périodiquement, le retour du climat de guerre froide s'accompagne de campagnes antimarxistes virulentes et de démolisation des milieux intellectuels qui prennent la tangente dans les deux directions opposées. Certains, certes, se replient frileusement sous l'aide protectrice de la classe dominante, mais, depuis les années trente, d'autres, régulièrement, font passer leurs espoirs du mouvement ouvrier révolutionnaire en recul aux Etats de l'autre « camp » qu'ils se plaisent à idéaliser. Leur « réalisme » leur fait proclamer que ces Etats ne peuvent pas être autre chose que ce qu'ils sont ; leur sens de la mesure qu'il faut faire le pont des choses, distinguer le positif du négatif, et qu'il faut en passer par cette seule voie, la transition dût-elle durer des siècles.

Cette démoralisation petite-bourgeoise débouche sur le désespoir au compte de la révolution prolétarienne.

En 1952, ce choc en retour atteignit nos rangs et cassa l'Internationale en morceaux pour dix ans. Son retour insidieux dans une période difficile, suivant la capitulation devant le stalinisme du SWP australien et l'engagement théorique dans cette voie du SWP des Etats-Unis, peut avoir des effets plus graves encore.

Quant à nous, au-delà des désaccords théoriques sur la nature sociale des Etats bureaucratiques, et surtout de l'URSS, notre accord en dernier ressort avec la majorité de l'Internationale tient sur cette question à ce qui n'a jamais cessé d'être la position de Trotsky : « La nécessité de renverser la bureaucratie par un soulèvement révolutionnaire des travailleurs. » Tout abandon de cette perspective et de ce programme est un abandon des positions du marxisme-révolutionnaire.

**François Dietrich
Michel Lequenne**

1. Cf. Nos spéciaux suppléments à *Critique communiste*, numéros 50 et 53 de mars et juin 1986 : « Sur le problème de la transition et la nature de l'URSS » en particulier Dietrich, « L'URSS et nous », n° 50 ; et M. Lequenne : « De la nature des Etats bureaucratiques », réponse à Verla, n° 53.

2. J.-P. Sartre, « Le fantôme de Staline », in *les Temps modernes*, n° 120, 130 et 131 de novembre-décembre 1966 et janvier 1967, cité par M. Lequenne, « Sartre et le fantôme », in *Tribune marxiste* n° 1, octobre 1957.

3. L. Trotsky, *la Révolution trahie*, chap. « Programme et réalité », cité par M. Lequenne, « Sur la nature des Etats bureaucratiques », revue *Quatrième Internationale*, n° 13, avril 1984.

4. Cf. « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme » (1.2.1935), in Trotsky, *Œuvres*, tome 5, p. 68 à 89.

5. Cf. *Inprecor* n° 228 du 20 octobre 1986.

6. Pour le détail, cf. R. Medvedev, *le Stalinisme*, éditions du Seuil, chap. 6, « L'anéantissement des principaux cadres du parti et de l'Etat (1937-1939) ».

7. Cf. P. Grigorenko, *Mémoires*, Presses de la Renaissance, p. 510-513.

8. A. Avtorkhavanov, *la Méthode de Brejnev*, éditions Fayard, « Epilogue, la Russie est-elle menacée d'une révolution ? (1974-1979) ».

9. L. Sochor, « L'idéologie soviétique actuelle et ses métamorphoses possibles », in *la Nouvelle Alternative*, n° 2-3, juin-septembre 1986, (à remarquer que le titre même de l'article s'oppose à l'idée d'un pur « immobilisme »).

10. *Op. cit.* in *Quatrième Internationale*, n° 13.

11. Cf. Agnès Heller, Ferenc Feher et Georgy Markus, in *les Temps modernes*, n° 468-469, juillet-août 1985. Notre propre théorie est fort proche de la leur, mais elle est « génétique », donc ne tombe pas sous le reproche de la « reproduction du Même ».

12. Trotsky, *Œuvres*, t. 22, p. 92.

13. A. Besançon, Préface à *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?* d'Andréï Amalrik, chap. « Loi et justice », p. 62 à 73, Livre de poche, série « Pluriel ».

14. Trotsky *Œuvres*, t. 22, p. 43.

ABONNEMENTS



7 QUATRIEME INTERNATIONALE
(4 numéros)

100 F 170 F

ABONNEMENT A DOMICILE

	France DOM-TOM	Etranger
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F

6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)

3 mois : 200 F 6 mois : 400 F 1 an : 800 F

Nom

Prénom

Adresse

.....

Formule choisie

Règlement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.
☎ 48 59 00 80

Lisez les publications de la LCR et de la IV^e Internationale En vente à la librairie La Brèche (Paris)



CAHIERS DU FEMINISME
trimestriel
15 F
instrument militant
des luttes des femmes
un dossier chaque trimestre
(En vente en librairies)

QUATRIEME INTERNATIONALE
revue trimestrielle
du secrétariat unifié
de l'Internationale
A paraître
en décembre 1986

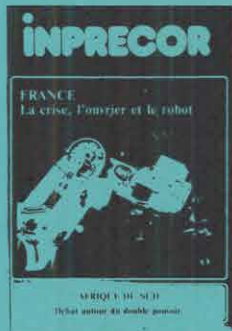


Un dossier Rouge
(trimestriel)
n° 19
Afrique du Sud
10 F

Au sommaire
Pologne :
Programme d'action
de l'entente de
l'opposition ouvrière
Grenade :
Leçons de la défaite
Femmes :
Lutte et axe
de résistance
Afrique du Sud :
Lutte anti-apartheid
et lutte de classes

ROUGE
hebdomadaire
8 F

dans les principaux kiosques
et auprès des militants



INPRECOR
bimensuel
12 F
revue d'analyse
et d'information internationale

Tous ces titres peuvent être commandés directement à la PEC

librairie
diffusion

LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h à 20 h
du mardi au samedi :
de 12 h à 20 h

Achetez-y
tous vos livres

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 PARIS.
☎ 43 67 63 57

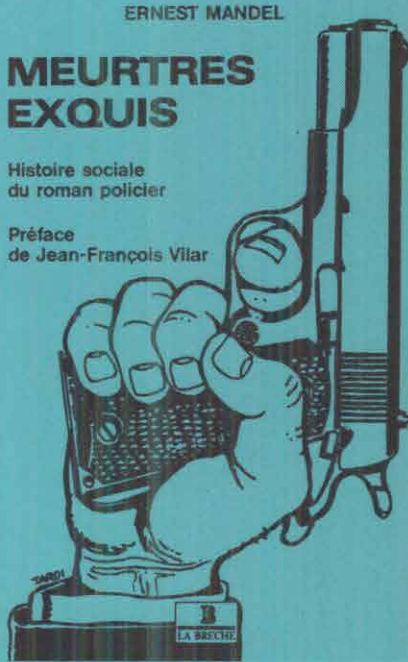


ERNEST MANDEL

**MEURTRES
EXQUIS**

Histoire sociale
du roman policier

Préface
de Jean-François Vilar



VIENT DE PARAITRE

En vente dans
les bonnes librairies
73 F

un livre
d'ERNEST MANDEL
aux éditions PEC-La Brèche

**Critique
Communiste**

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tel : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte, Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551